

**DES ORGANISATIONS SOCIO-POLITIQUES
COMME SOLIDARITE ISLAMIQUE
DANS L'IMMIGRATION TURQUE EN EUROPE**

PUBLIE DANS : U. MANÇO (1997), "Des organisations socio-politiques comme solidarités islamiques dans l'immigration turque en Europe", *Les Annales de l'Autre Islam*, Institut national des Langues et des Civilisations orientales, n° 4, pp. 97-133.

Ural MANÇO

Sociologue, collaborateur scientifique au Centre Facultaire de Recherches internationales
(Université Libre de Bruxelles)

BRUXELLES

Summary

SOCIO-POLITICAL ORGANIZATIONS FOR ISLAMIC SOLIDARITY WITHIN THE TURKISH IMMIGRATION IN EUROPE

Turkish migration to Europe is one of the latest migrations from the Mediterranean countries. Such features as rural origine, familial character and lack of professional skills are more pronounced for Turkish people in Europe than for other migrant populations. Spread of multiple but strong community solidarities within this population may be explained by its economical exclusion, by its linguistic marginality suffered everywhere on the continent; because of an obvious geographical concentration and because of persistence of anatolian familial traditions. In thirty-five years of presence on European soil, ties between Turkish migrants and their home country did not weaken at all. The establishment of several socio-political organizations by this population has brought to the new context of the migration all political, confessional and ethnic splits of Turkey. Generally, these organizations direct social discontent and fear of cultural assimilation of Turkish migrants towards ideological or religious values thought absolute.

At first, determinant factors of Turkish community solidarities will be underlined: social and economic structures of migration from Turkey to Europe. Then we shall propose a general view of these solidarity vectors, which are the Turkish immigrant organizations. Finally, we shall tackle the particular case of the islamic solidarity that is to say the muslim organizations. Social fonctions of these islamic solidarities will be studied. How do different categories of migrants (men from the first generation of migrants, women and young people from the second) use these solidarities and to which aim? What does their participation in these organizations mean to them?

1. Solidarité islamique immigrée: cadre général

Pour l'opinion occidentale sur l'immigration musulmane, la culture et, plus particulièrement, la religion apparaissent souvent comme un bagage (un fardeau, diront les mauvaises langues), amené du pays d'origine dans un état intact¹. Les cultures musulmanes sont souvent perçues comme figées et homogènes, pouvant constituer un frein à l'intégration. Certaines études sur l'islam en Europe donnent au lecteur l'impression que la religion bénéficie d'une autonomie par rapport aux contingences sociales rencontrées par les immigrés et leurs enfants. Il est nécessaire de se protéger d'un tel excès d'essentialisme qui apparaît d'ailleurs bien trop vite dans tout discours sur l'islam en général. Mais il est vrai que le caractère totalisant du dogme islamique, qui a l'ambition de régler toutes les facettes de la vie sociale, encourage sa perception essentialiste par l'opinion occidentale.

Cela est également le cas en matière de solidarité communautaire, une valeur centrale dans l'islam. Nombreux sont les versets² qui instaurent un devoir de fraternité, et en conséquence, de solidarité et d'entraide entre les musulmans. Le prophète dit: "Le musulman est le frère du musulman: il ne doit ni l'opprimer, ni le trahir. Celui qui viendra en aide à son frère dans le besoin, Allah lui viendra en aide". "Les croyants sont comme les pierres d'une bâtisse qui se renforcent mutuellement". "Les croyants sont, dans leurs manifestations de compassion, d'affection et de sympathie, semblables à un corps dont, lorsque souffre un membre, tout le reste réclame comme un droit de ne pas dormir et d'être fiévreux"³. L'islam est la religion de l'*oumma* par excellence. Le culte islamique est volontiers collectif: une prière publique vaut sept prières solitaires. L'absence d'un clergé dans l'islam sunnite favorise la participation populaire à l'organisation du culte. Traditionnellement, la communauté s'impose à l'individu musulman. Les uns et les autres sont tenus de s'entraider et de se contrôler mutuellement, *a fortiori* dans l'immigration en terre chrétienne. L'imaginaire social islamique est ainsi fondé sur la primauté du collectif sur l'individuel.

D'ailleurs, en se référant à l'*'aḥabiyya*⁴ khaldounienne, n'a-t-on pas avancé que les sociétés musulmanes étaient des "sociétés fusionnelles", marquées par la promiscuité. Or, pour Ibn Khaldoun⁵ (1332-1406), l'*'aḥabiyya* est le ciment social qui rend possible "l'union de gens provenant d'une même origine dans le but de se protéger d'attaques externes ou dans une recherche commune de pouvoir et

¹ voir pp. 60-62 dans Thijl SUNIER, "Disconnecting religion and ethnicity. Young Turkish Muslims in the Netherlands" in G. Baumann et T. Sunier (éds), *Post-migration Ethnicity*, Amsterdam: Het Spinhuis, 1995, pp.58-77.

² voir par exemple 2:177, 2:148, 2:215, 2:220, 2:270 à 274, 3:103 à 105, 3:149, 5:2, 8:63, 23:52 à 61, 34:39, 49:9 à 12 et 63:10.

³ *ahādīth* n°415, 416 et 419, *Khoulāḥa Ḥahīh al-Boukhārī*, Dâr al-Fikr, Beyrouth, 1993.

⁴ *al-'aḥabiyya* (du radical *'AḤB*: lier, serrer, ceindre, se grouper, se rassembler, se réunir,...) peut prendre deux sens: (1) un état d'esprit qui rend possible le lien social: identification au groupe, sentiment d'unité, esprit de clan ou de corps, conscience collective; (2) une action collective: solidarité et entraide communautaires, népotisme, clanisme, tribalisme, sectarisme, nationalisme.

⁵ voir p. 372 et 395 dans 'Abd Er-Rahmân Ibn Khaldoun, *al-Mouqaddima*, traduction en turc de Zakir K. Ugan, tome I, Istanbul: Maârif Basimevi, 1954.

de supériorité". Il s'agit d'un sentiment qui n'apparaît que par un regroupement d'individus ressemblants. Il existerait deux *'açabiyyât* différentes: celle engendrée par l'unité de sang, *'açabiyya nesebiyya*, et celle provoquée par le regroupement autour d'une idéologie (*mefkoura*), *'açabiyya sebebiyya*. La première est innée tandis que la seconde est acquise, apprise ou choisie. Toutes les deux évoluent (réagissent) en fonction de facteurs objectifs, sociaux ou autres. Selon Ibn Khaldoun, il existe en plus une opposition séculaire entre ces deux *'açabiyyât*; le renforcement de l'une affaiblit l'autre et inversement. C'est pourquoi l'intensité et la nature du lien social ne sont pas les mêmes dans le temps et dans l'espace. Ces observations confèrent à la pensée khaldounienne une coloration matérialiste singulière qui contraste avec l'essentialisme ambiant dans le discours occidental actuel sur l'islam et les musulmans.

La "nature" de la religion islamique ne peut, bien sûr, pas fournir d'explication satisfaisante à la situation sociale des minorités musulmanes en Europe occidentale. Les pratiques sociales immigrées en rapport avec la religion ou la tradition, telles l'observance du culte et la production de liens communautaires, sont elles-mêmes des phénomènes à expliquer par une approche sociologique compréhensive. Cette approche devra mettre en lumière le sens que les immigrés musulmans attribuent eux-mêmes à celles-ci. En effet, les pratiques religieuses et communautaires des musulmans (turcs, dans notre cas) en Europe véhiculent une rationalité propre à la situation sociale concrète et contingente dans laquelle elles sont insérées. A l'instar d'Ibn Khaldoun, l'*'açabiyya* des immigrés musulmans varie sous l'influence de facteurs environnants.

La formation du lien social ou des solidarités au sein de la population originaire de Turquie immigrée en Europe⁶ doit bien plus à des facteurs sociaux précis qu'à l'islam. Suivant l'approche privilégiée ici, dans le contexte de l'immigration turque, les concepts de solidarité communautaire et de solidarité islamique renvoient avant tout à des réalités concrètes. Toute association fondée par des immigrés,

⁶ sur l'immigration turque en Europe et ses organisations socio-politiques on peut consulter:

- Les Annales de l'Autre Islam*, "Turcs d'Europe et d'ailleurs": numéro spécial sur l'émigration turque, n°3, 1995, 534 p.
 K. BINSWANGER et F. SIPAHIOGLU, *Türkisch-islamische Vereine als Faktor deutsch-türkisch Koexistenz*, Munich: Benediktenbeuren, 1988, 130 p.
 H. BOZARSLAN, "L'islam turc en RFA: identité et politique", *L'événement Européen*, n°8, 1989, pp. 87-97.
 H. BOZARSLAN, "Une communauté et ses institutions: le cas des Turcs en RFA", *Revue européenne des Migrations internationales*, Vol. 6, n°3, 1990, pp.63-82.
 H. BOZARSLAN, "Etat, Religion, Politique dans l'immigration", *Peuples méditerranéens*, n°60, juillet-septembre 1992, pp.115-133.
Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée orientale et le Monde Turco-iranien (CEMOTI), n°13, numéro spécial, "Immigration turque en Allemagne et en France", 1992.
 J. DOOMERIK, "The Institutionalization of Turkish Islam in Germany and the Netherlands: a comparison", *Ethnic and Racial Studies*, Vol 18, n°1, 1995, pp. 43-63.
 S. de TAPIA, "Migrations turques en Europe. Définition dynamique d'un champ migratoire: circulation et diaspora", in *CEMOTI*, n°18, 1994, pp. 230-262.
 S. de TAPIA, "La présence turque en Europe ne cesse de s'affirmer", *Les Annales de l'Autre Islam*, n°1, 1994, pp.153-160.
 R. KASTORYANO, *Etre Turc en France: réflexions sur famille et communauté*, Paris: L'Harmattan, 1986.
 A. et U. MANÇO (dir.), *Turcs de Belgique. Identités et trajectoires d'une minorité*, Bruxelles: Info-Türk, 1992, 288 p.
Migrations Société, Dossier *Immigrés de Turquie*, Vol. 4, n°20, 1992.
 E. ÖZCAN, *Türkische Immigrantorganisationen in der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin: Hitit, 1989.
 F. SEN, "Les Turcs en RFA", in *Migrations Société*, Vol.2, n°9-10, 1990, pp. 45-58.

dans le but de défendre des intérêts communs, de promouvoir des identités nationales, ethniques, politiques, philosophiques ou confessionnelles communément partagées, et d'agir sur des situations vécues comme problématiques, peut être considérée comme un vecteur de solidarité communautaire. La solidarité se matérialise dans la création d'une organisation de société civile et dans son action, par et pour les immigrés eux-mêmes: des associations locales des plus modestes aux fédérations à l'échelle continentale.

Si une telle organisation fait principalement ou exclusivement référence à l'islam en présentant l'identité confessionnelle comme étant la plus importante, elle développe alors, par son action, une solidarité islamique proprement dite. Dans le cas de l'immigration originaire de Turquie, une solidarité islamique constitue donc un cas particulier de la solidarité communautaire. Quelle que soit la tendance idéologique privilégiée, la solidarité islamique des immigrés de Turquie s'organise, tout naturellement, au départ de leurs mosquées. Elles sont toutes dotées d'une personnalité juridique associative selon les législations des pays d'implantation. Alors qu'en Turquie, une mosquée n'est plus qu'un lieu de culte et d'enseignement religieux, les responsables des mosquées immigrées turques affirment (avec une certaine fierté) que leurs associations religieuses assurent des fonctions sociales variées, comme celles qui étaient assumées par les premières mosquées de l'islam.

Une mosquée turque en Europe est, en même temps qu'un lieu de culte, un lieu de réunion et de rencontre. Elle permet la circulation de l'information intéressant les membres de la communauté (problèmes administratifs, recherche de travail, recherche de logement, transactions commerciales,...). Mais une mosquée remplit aussi des fonctions de formation et de récréation. Outre la salle de prière, presque toutes les mosquées possèdent une cafétéria et des salles de cours où peuvent avoir lieu des cérémonies, des cours de langue (du pays d'accueil et d'origine), des cours de qualification professionnelle (comptabilité, informatique, coupe-couture,...), des séances d'aide aux devoirs scolaires ou des conférences. La majorité des mosquées disposent d'une petite bibliothèque (conservant essentiellement des ouvrages religieux et d'histoire turque). Beaucoup de mosquées ont également transformé une partie de leur bâtiment en salle de sport.

La population émigrée de Turquie est un cas intéressant pour l'étude de la formation des solidarités communautaires (ou, le cas échéant, islamiques) car elle témoigne d'une nette préférence pour l'auto-organisation. Partout en Europe, la participation des immigrés originaires de Turquie dans l'espace public des pays d'accueil est, à l'heure actuelle, assez faible (syndicalisation, affiliation à des associations ou aux partis autochtones, maîtrise de la langue d'accueil, usage des médias autochtones,...). Même là où le droit de vote et d'éligibilité est accordé aux immigrés, par exemple aux Pays-Bas, pour les élections municipales, les Turcs ne s'impliquent pas dans le processus électoral autant que leurs homologues marocains, pourtant moins nombreux dans ce pays. Il en est souvent de même pour les naturalisés, qui ont pourtant accès à tous les scrutins. Accablé par un problème particulier, un Turc consultera, dans la plupart des cas, d'abord la mosquée turque du quartier, ou une

association communautaire, ou encore la représentation diplomatique du pays d'origine avant de s'adresser à une autorité du pays d'accueil.

Dans le cadre de cet article, il sera d'abord question des facteurs déterminant la formation des solidarités communautaires turques en Europe: les structures sociales et économiques de l'immigration de Turquie (point n°3). Il sera ensuite proposé une vue d'ensemble des multiples organisations immigrées, vecteurs de solidarités, composant la "société civile" turque en Europe (point n°4). Le cas particulier de la solidarité islamique sera abordé dans les deux parties suivantes (points n°5 et n°6). Enfin, nous aurons l'occasion de mettre en évidence, dans la dernière partie (point n°7), les fonctions assumées par les solidarités islamiques au sein de cette immigration. Dans une perspective sociologique compréhensive, la dernière partie nous permettra de souligner l'usage que font les immigrés de ces solidarités: quelle est, pour les immigrés (ou les descendants d'immigrés) adhérents, la signification de leur présence dans de telles organisations?

Selon le cadre qui vient d'être proposé, il ne sera question dans ces dernières parties que d'associations d'immigrés se réclamant de l'islam sunnite et qui ne sont pas reconnues par la Présidence des Affaires religieuses de la République de Turquie. Cependant, l'importance numérique des mosquées sous l'influence de la Présidence turque des Affaires religieuses nous incite à les aborder dans un paragraphe spécifique (point n°2). Notons encore que les organisations nationalistes ne seront pas traitées dans le détail même si elles possèdent aussi des traits islamiques marqués. Se trouvant hors de notre domaine de spécialisation, il ne sera pas tenu compte non plus des associations représentant l'islam chiite anatolien, l'alévisme.

2. La solidarité islamique immigrée reconnue et contrôlée par l'Etat turc

Même si elles sont fondées par des groupes d'immigrés, les mosquées turques "officielles"⁷ ne font pas partie, selon nous, de la "société civile" immigrée. Elles dépendent de l'Etat turc. La propriété des bâtiments dans lesquels siègent ces lieux de culte est, dans la majorité des cas, léguée à l'organisme gouvernemental compétent en matière de religion. Ces mosquées sont soumises à l'autorité diplomatique et à la Présidence des Affaires religieuses de la République de Turquie. Elles sont instituées en associations sans but lucratif selon un statut-type fourni par les ambassades. Leur personnel religieux est souvent octroyé et rémunéré par le gouvernement turc. Il faut cependant souligner que ces associations, bien que contrôlées par l'Etat pour leur infrastructure et leur personnel religieux, sont indépendantes dans leur fonctionnement quotidien. Les activités socio-culturelles qui s'y tiennent ne sont pas imposées, ni financées par la *Diyanet*. La communauté élit en son sein la direction de sa mosquée-association. Indépendamment de l'influence étatique, il est donc hautement probable de rencontrer dans l'une ou l'autre de ces mosquées locales des tiraillements entre membres ou des

⁷ il existe un ouvrage en turc sur les mosquées de la *Diyanet*: C. TOSUN, *Din ve Kimlik (Religion et identité)*, Ankara: Türkiye Diyanet Vakfı Yayınları, n°118, 1993, 224 p.

luttons de clans. Avec l'avènement de nouvelles générations de membres, il est même possible de soutenir une lente, mais probable émancipation de ces mosquées "officielles" par rapport à l'Etat.

La Présidence des Affaires religieuses est une administration. Connue actuellement sous le nom de *Diyanet*, cette bureaucratie a été créée en 1924, au lendemain de l'abolition du Califat. Son but était de réorganiser le culte islamique et d'instaurer un islam d'obédience sunnite, mais républicain, national et cantonné à l'espace privé. Aujourd'hui, elle bénéficie d'un budget considérable et emploie 85.000 fonctionnaires (imams et autres servants du culte). L'institution est secondée par une puissante fondation culturelle (*Diyanet Vakfi*). Après de longues années de négligence gouvernementale en matière religieuse, l'envoi d'imams turcs en Europe a débuté en 1979. Mais la branche européenne de la Présidence ne s'est développée qu'à partir de 1982, afin d'organiser un culte islamique turc en Europe et pour contrecarrer l'influence grandissante des organisations islamistes ou kurdes. Des conseillers consulaires aux affaires religieuses, qui bénéficient d'un statut diplomatique, dirigent dans chaque pays l'émanation de la *Diyanet* en Europe. Ces conseillers sont désignés par décision parlementaire, conformément à leur statut diplomatique. Quant aux imams en fonction en Europe, ils bénéficient depuis 1985 d'un statut de fonctionnaire et d'un salaire⁸ versé par l'Etat turc. Les imams sont affectés pour une période de six ans aux mosquées en Europe.

La branche allemande de la *Diyanet* porte le nom d'Union turco-islamique des Affaires religieuses (*Diyanet Isleri Türk Islam Birliği*). Fondée à Berlin, elle est établie à Cologne depuis 1985. En Belgique, elle s'appelle Fondation religieuse islamique turque (*Belçika Türk Islam Diyanet Vakfi*). Aux Pays-Bas, elle porte le nom de Société islamique des Pays-Bas. Dans la plupart des pays européens, l'administration autochtone privilégie les contacts avec cet organisme officiel turc, en excluant souvent les associations religieuses indépendantes. Il est vrai que, la majorité des mosquées turques d'Europe demeure sous l'influence de la *Diyanet*. En 1993, la *Diyanet* reconnaissait 1.100 mosquées en Europe, dont 700 en Allemagne (64%), 110 aux Pays-Bas (10%) et 51 en Belgique (5%). Selon le rapport d'activités de la Présidence pour l'année 1995, 760 de ses imams officient actuellement en Europe occidentale, dont 470 en Allemagne (62%), 94 aux Pays-Bas (12%), 77 en Belgique (10%) et 69 en France (9%).

Ce personnel religieux est perméable à l'infiltration d'éléments proches des mouvements nationalistes turcs. Pris isolément, ils peuvent volontiers se prononcer pour un islam politique et surtout pour un pouvoir autoritaire. Les positions idéologiques courantes dans les mosquées "officielles" sont naturellement pro-gouvernementales et finalement assez proches de celles des organisations immigrées nationalistes. Concernant la vie politique turque, les membres des associations et les usagers des mosquées ne sont généralement pas en désaccord avec leurs imams. Par contre, un problème dont l'acuité ne fera que croître à l'avenir est l'inadaptation sociale de ce personnel religieux

⁸ Le salaire mensuel de base se situe aux environs de 2.500 DM.

à une situation d'immigration. Les imams de la *Diyanet* sont à la fois sur- et sous-qualifiés pour leur travail. Ils sont surqualifiés pour une fonction d'imam de quartier, puisqu'ils disposent majoritairement d'un diplôme universitaire en théologie. Leur approche théorique, scripturaliste et intellectualisante de la religion déconcerte plus d'un immigré, peu scolarisé et d'origine rurale. Cette situation provoque un certain sentiment de frustration chez les servants du culte en mission en Europe.

Inversement, ceux-ci sont sous-qualifiés pour certaines des responsabilités que leur fonction appelle. Ces imams ne sont pas formés aux techniques d'action sociale et, surtout, ne connaissent pas les réalités de l'immigration. Ils ignorent très souvent tout de la langue, de la culture et des institutions des pays d'accueil. Alors que les immigrés sont légitimement très demandeurs d'une interprétation religieuse conciliante de l'intégration en Europe et de la vie d'une minorité musulmane en terre chrétienne. Enfin, ces imams ne vivent que passagèrement en Europe et ne sont pas accompagnés, dans la majorité des cas, par leur famille. Cette situation de célibat involontaire peut poser, on l'imagine aisément, des problèmes psychologiques et relationnels, tout en rendant encore plus difficile l'adaptation des imams à leur communauté de fidèles. Des religieux diplômés universitaires sont beaucoup plus rares dans les mosquées turques "non officielles". Les imams volontaires ou ceux qui sont financés par les organisations islamistes de la "société civile" immigrée sont, par contre, des gens arrivés en Europe dans le but de s'y établir avec femme et enfants. Ou encore, pour les plus jeunes, ils sont eux-mêmes issus de l'immigration.

Concurrencées par le volontarisme des plus grandes organisations islamistes de l'immigration, les différentes branches européennes de la *Diyanet* sortent désormais de leur rôle traditionnel d'organisateur du culte et des écoles coraniques; elles mettent également au point des activités socio-culturelles. Dans les mosquées "officielles" les plus structurées, il est aujourd'hui possible de suivre des cours de qualification professionnelle ou de langue (turc et langues des pays d'accueil). Ces mosquées organisent aussi des conférences et accueillent des expositions de livres. En outre, un Fonds de funérailles et de rapatriement de défunts⁹ a été mis sur pied par la *Diyanet* dans les principaux pays d'accueil.

⁹ Le Fonds de funérailles de la *Diyanet* regroupe rien qu'en Allemagne 40.000 cotisants qui versent 64 DM par mois en plus d'une cotisation unique d'inscription de 100 DM.

3. Les aspects structurels de l'immigration originaire de Turquie en Europe¹⁰

L'émigration au départ de Turquie est la plus récente des grands mouvements de migration économique dans l'Europe du XX^e siècle. L'immigration conventionnelle de travailleurs turcs débute à partir de 1961 avec la signature du premier accord d'exportation de main-d'oeuvre entre la Turquie et la RFA. L'immigration ouvrière turque la plus importante concerne de loin l'Allemagne, puis le Benelux, la France, l'Autriche et la Suisse. En Allemagne, l'installation d'hommes seuls s'est essentiellement produite entre 1961 et 1965. Elle s'est poursuivie par l'arrivée des familles entre 1965 et 1975. Ailleurs en Europe, la migration massive d'hommes seuls concerne la période allant de 1965 à 1974. La recomposition familiale s'est étalée entre 1970 et la première moitié des années '80. De sorte qu'aujourd'hui, la population turque en Europe est très majoritairement familiale, contrairement aux populations maghrébines qui comprennent encore aujourd'hui une partie non négligeable d'hommes seuls, de célibataires ou de divorcés.

La diaspora turque en Europe est en croissance constante. Entre 1985 et 1995, pour l'ensemble des pays de l'Europe occidentale, elle est passée de 1,988 million de personnes à 2,904 millions (dont 2,816 millions dans les pays de l'Union européenne). Ce qui représente une augmentation de 46% en une décennie. Particulièrement, la France, le Danemark et les Pays-Bas ont vu leur population turque augmenter rapidement depuis 1980. Dans l'Union européenne, les Turcs détiennent la plus forte représentation nationale au sein de l'immigration non communautaire: aujourd'hui, 24% des étrangers provenant des pays non membres de l'Union sont originaires de Turquie. Il y a deux explications à cette croissance. Premièrement, malgré les limitations imposées par les pays d'accueil, l'immigration originaire de Turquie se poursuit encore aujourd'hui par le biais du mariage. En effet, la grande majorité des jeunes se marient avec une personne du village d'origine de leurs parents et, dans bien des cas, les conjoints appartiennent à une même famille. Les mariages "mixtes" sont rares chez les Turcs. Deuxièmement, la communauté originaire de Turquie connaît un taux de natalité de l'ordre de 2,6% par an. Il s'agit d'un taux plus élevé qu'en Turquie (2,3%). De l'importance de la natalité découle une autre conséquence démographique: la jeunesse de cette population, dont le tiers (33,6%) a moins de 18 ans (approximativement 976.000 personnes). Les trois quarts de ces jeunes sont nés et scolarisés en Europe.

Cette immigration concerne presque exclusivement des personnes originaires de régions rurales qui n'avaient, pour la plupart, jamais vécu dans une ville avant leur migration. Par ailleurs, ces personnes n'avaient jamais côtoyé non plus une présence culturelle ou linguistique européenne avant leur

¹⁰ les données statistiques citées dans cette partie de l'article proviennent des sources suivantes:

- sur la démographie générale: OCDE, *SOPEMI* (1985), Paris, 1986; Ministère turc du Travail et des Affaires sociales, *Rapport annuel sur l'Emigration de Travailleurs* (1995), Ankara, 1996 et *Cumhuriyet Hafta*, 13/19 novembre 1995, Istanbul;
- sur les entrepreneurs immigrés: *Cumhuriyet* du 3 août 1988, Istanbul, *Hürriyet* du 19 novembre 1995 et *Info-Türk*, n°227, juillet-août 1996, Bruxelles;
- sur l'épargne des émigrés: *Info-Türk*, n°207, janvier 1994, Bruxelles et *Yeni Yüzyil* du 25 juillet 1996, Istanbul.

migration. Puisque contrairement à tous les autres pays d'émigration musulmans, la Turquie n'a jamais été colonisée. Dans les pays d'accueil, ces paysans devenus ouvriers auront tendance à se concentrer selon leur localité d'origine. Dans la mesure du possible, les gens venant d'un même village ou les membres d'une même famille s'installeront près les uns des autres. Le quart des immigrés de Turquie de plus de 18 ans installés en Belgique sont ainsi nés dans la seule province d'Afyon. Il y a également une concentration de Turcs originaires de la province Karaman aux Pays-Bas. De même, les Turcs de Suède viennent le plus souvent de Kulu (province de Konya). Au Danemark, soixante pour cent des immigrés originaires de Turquie proviennent des régions kurdes du sud-est de l'Anatolie. Les liens familiaux (*akrabalik*) et régionaux (*hemserilik*) conservent toujours toute leur force. Le mode de vie communautaire et le contrôle social conséquent sont encore largement intacts chez les immigrés de Turquie. La hiérarchie familiale traditionnelle se reproduit également dans une large mesure, notamment grâce aux mariages au village d'origine. Ces alliances peuvent être interprétées comme un renouvellement partiel, mais permanent de la première génération.

La concentration géographique et, par la même occasion, la coloration germanique de l'immigration turque en Europe sont remarquables. Les deux tiers de la colonie turque se trouvent en Allemagne¹¹ (Tableau I). La communauté turque représente 2,4% de la population totale de l'Allemagne réunifiée. Les pays germanophones (Allemagne, Autriche et Suisse¹²) accueillent 74% de cette immigration. En Allemagne, 45% des 1,92 million de Turcs sont installés dans les villes de Rhénanie du Nord-Westphalie et de Hesse. Près d'un immigré turc en Europe sur trois (30%) vit donc dans un de ces deux *Länder* allemands voisins. Mais la palme revient à la ville de Berlin, qui avec ses 135.000 Turcs, abrite à elle seule près d'un vingtième des émigrés de Turquie sur le continent. Cette concentration s'observe également dans d'autres pays. La moitié des Turcs de Suède vivent à Stockholm. Plus du tiers des immigrés turcs d'Autriche (36%) habitent Vienne. En Belgique, le quart des immigrés originaires de Turquie habitent dans seulement 5 municipalités (Schaerbeek, Saint-Josse, Bruxelles-Ville, Anderlecht et Molenbeek) de la Région de Bruxelles-Capitale qui en compte 19. Enfin, 24% des Turcs installés en Suisse vivent dans le seul canton de Zurich.

TABLEAU I:

Population originaire de Turquie dans les principaux pays d'accueil européens en 1995

Pays	Population originaire de Turquie (milliers)
Allemagne	1.918,4 (66,1%)

¹¹ comparaison avec l'immigration maghrébine: 61% des deux millions d'immigrés originaires du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie installés en Europe vivent en France.

¹² les 9/10^e des Turcs de Suisse vivent en région alémanique.

France	268,0 (9,2)
Pays-Bas	264,8 (9,1)
Autriche	139,8 (4,8)
Belgique	97,7 (3,4)
Suisse	78,2 (2,7)
Royaume-Uni	37,8 (1,3)
Suède	35,7 (1,2)
Danemark	34,7 (1,2)
TOTAL Eur. occidentale	2.904,0 (100,0%)

(source: voir note n°10)

Partout en Europe, les enfants d'émigrés de Turquie connaissent d'importantes difficultés scolaires et se trouvent majoritairement cantonnés dans l'enseignement professionnel. Même si la scolarité a tendance à s'allonger de manière générale. Dans tous les pays d'immigration, la langue du pays d'accueil n'est pas suffisamment maîtrisée par une large proportion de cette population, même si la situation semble actuellement s'inverser chez une partie des jeunes, qui parlent désormais le turc moins bien que la langue du pays où ils sont nés. Mais l'usage du turc dans la famille se maintient encore dans la plupart des cas. La langue d'origine est aidée dans sa résistance par une profusion de médias écrits ou audio-visuels¹³.

La conséquence directe d'une scolarité médiocre est la non-qualification professionnelle. Les Turcs d'Europe en souffrent beaucoup. La majorité de la population active turque en Europe est cantonnée dans des emplois non qualifiés, instables et mal payés. Ces travailleurs sont surreprésentés dans les constructions métalliques, le nettoyage industriel, la construction, les travaux publics, la confection et l'extraction minière. Dans la plupart des cas, les enfants poursuivent les métiers des parents. Le nombre de diplômés d'études supérieures est encore faible parmi les jeunes issus de l'immigration originaire de Turquie. Ces caractéristiques socio-professionnelles marginalisent la communauté turque en Europe sur le marché du travail. Dans les grands pays d'immigration, leur taux de chômage avoisine au moins le double du taux général du pays concerné.

Les difficultés d'insertion professionnelle ont encouragé certains immigrés à se lancer dans une activité indépendante (Tableau II). La concentration géographique des Turcs, le mode de vie communautaire, où un commerçant turc est toujours préféré à d'autres, et le faible coût d'une main-d'oeuvre familiale

¹³ pour un peu moins de 2.000 FF (d'éventuelles taxes municipales non-comprises), il est possible de disposer d'une antenne parabolique pouvant capter 12 chaînes de TV turques, dont 8 sont privées et parmi lesquelles se trouvent 2 chaînes islamistes (*TGRT* et *Kanal 7*). L'antenne parabolique permet également la captation de stations de radios FM turques, dont plusieurs sont à coloration islamique. Par ailleurs, depuis plusieurs années, la principale chaîne TV publique (*TRT-INT*) est diffusée par câble dans certaines régions d'Allemagne et du Benelux. Depuis les années '80, six grands quotidiens nationaux, dont trois islamiques (*Zaman*, *Türkiye* et *Milli Gazete*), sont diffusés à travers l'Europe.

permettent le développement de certaines affaires, modestes au début. Mais celles-ci attirent de plus en plus une clientèle non exclusivement turque. La formation d'une classe d'affaires en Europe polarise la stratification sociale de la population originaire de Turquie, tout en lui insufflant un dynamisme nouveau. Désormais, une population turque souffrant majoritairement de marginalisation socio-économique côtoie une petite classe d'affaires en plein décollage. Le taux d'indépendants et d'employeurs dans la population active des immigrants originaires de Turquie est passé de 3% en 1985 à 5% en 1995. L'investissement de ces entrepreneurs commerciaux et industriels se concentre essentiellement dans les secteurs de l'alimentation, de la restauration, des agences de voyages, de la construction (surtout en Allemagne) et de la confection (surtout en France). Plusieurs organisations d'entrepreneurs immigrants turcs ont vu le jour depuis 1990, parmi lesquelles on dénombre plusieurs Chambres de Commerce turques (en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et en Suisse), ainsi que la Fédération des Entreprises turques d'Allemagne (*TIDAF*). Depuis peu, l'Association d'Entrepreneurs turcs en Europe (*ATIAD*) regroupe ces organismes.

TABLEAU II:

Les indépendants immigrants originaires de Turquie en Europe et leurs entreprises

Années	1985	1995
Nombre d'entrepreneurs	29.000	52.200
dont Allemagne	22.000	40.500
dont France	..	3.300
dont Pays-Bas	2.000	2.600
dont Autriche	..	2.000
Investissement total (en mia. US\$)	3,4	4,7
Chiffre d'aff. ann. (en mia. US\$)	13,5	20,7
Nombre de salariés (estimation)	95.000	165.000

(source: voir note n°10)

Pour conclure ce rapide tour d'horizon des aspects structurels de la population turque en Europe, citons deux autres données statistiques. Le taux d'épargne moyen dans le budget des ménages originaires de Turquie installés en RFA serait tombé de 23% en 1983 à 12,6% en 1995. Parallèlement à cela, les transferts de fonds effectués par les émigrés entre l'Europe et la Turquie ont connu une baisse de près de 40% entre 1984 (2,4 milliards de dollars US) et 1992 (1,5 milliard de dollars US). L'évolution de ces grandeurs macro-économiques est le résultat convergent de différents phénomènes évoqués ici. Ces baisses s'expliquent d'abord par l'importance du regroupement familial: il reste de moins en moins de parents à entretenir au pays d'origine. Par ailleurs, la prolongation de la présence dans le pays d'accueil incite à investir plus en Europe qu'en Turquie sous la forme d'achat d'habitations ou de lancement d'affaires. L'achèvement du regroupement familial, qui se reflète clairement dans les

statistiques, laisse entendre que les immigrés turcs pourraient, à terme, se désintéresser de la Turquie. Mais, comme nous le verrons au point suivant, cela ne se vérifie pas au-delà des flux financiers apparents. Ces données illustrent également un certain appauvrissement de la population turque en Europe, qui connaît, comme nous l'avons signalé, d'importants taux de chômage. L'appauvrissement relatif d'une partie des immigrés de Turquie les attire davantage vers les réseaux de solidarité communautaires que constituent les organisations turques.

4. Un espace socio-politique importé de Turquie

En comparaison d'autres migrations provenant du sud de la Méditerranée, l'émigration turque vers l'Europe est encore très marquée par son aspect tardif, par ses origines rurales, par la faiblesse de sa qualification économique, par son caractère familial et par sa concentration. L'exclusion économique, la marginalisation culturelle et linguistique, la persistance des traditions ethnoc familiales, ainsi que la concentration géographique sont des facteurs essentiels qui expliquent le développement de solidarités communautaires fortes. En termes idéologiques, l'attachement des immigrés originaires de Turquie à leur pays d'origine ne s'est donc pas affaibli en trente-cinq ans de présence sur le sol européen. Bien au contraire, cette population a reconstitué tous les clivages politiques, religieux et ethniques du pays d'origine.

Pointée du doigt en tant que population repliée sur elle-même, cultivant sa différence et difficile à intégrer, cette immigration a en particulier mis en place un ensemble d'organisations socio-politiques à l'échelle du continent et donnant lieu à l'émergence d'une "société civile" immigrée en Europe unique dans son genre, situé essentiellement en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas. Nous préférons ajouter des guillemets au terme société civile pour souligner son mode de fonctionnement essentiellement clientéliste, et pour rappeler la présence en son sein d'organisations de nature non démocratique, même si elles bénéficient toutes de soutien populaire. D'une manière générale, ces organisations canalisent le mécontentement social et la crainte de l'assimilation vers des certitudes idéologiques ou confessionnelles, répondant ainsi à la recherche d'identité, à la demande de valorisation et au besoin de reconnaissance qu'exprime cette population méconnue et dépréciée par les autochtones.

En plus des déterminants sociologiques qui permettent le maintien d'une vie communautaire intense et des liens forts avec le pays d'origine, il existe deux autres facteurs, d'ordre politique, qui contribuent à leur tour à l'apparition de grandes organisations immigrées turques, toutes tendances idéologiques confondues. Premièrement, il faut épingler l'existence en Turquie d'un climat de pluralisme politique et de liberté d'expression relatifs, sans commune mesure avec le reste du monde musulman. A l'exception notable du mouvement kurde, des tendances idéologiques sont légalement organisées ou tolérées en Turquie et soumises à un régime de concurrence politique. Elles viennent chercher en Europe le soutien des émigrés. Les organisations islamistes bénéficient particulièrement de cette situation. En échange

d'un soutien politique et financier, elles offrent un service culturel si longtemps négligé par les autorités d'Ankara. Avant l'élargissement (quoiqu'encore insuffisant) des libertés publiques à partir de la fin des années '80, bon nombre d'activistes de gauche, kurdes, nationalistes et islamistes s'étaient réfugiés en Europe. Aujourd'hui, ils sont toujours là, à la tête d'organisations immigrées et contribuent au financement de leur mouvement qui s'est réactivé au pays.

Deuxièmement, la majorité des immigrés originaires de Turquie sont installés dans les pays de l'Europe germanique, qui admettent, plus facilement que ceux de l'Europe latine, l'organisation des immigrés en termes ethniques et confessionnels. Les organisations dont nous allons parler par la suite ont donc pu s'y implanter et se développer en bénéficiant du climat de reconnaissance relative que permettaient les politiques d'immigration et les philosophies d'intégration des pays de l'Europe germanique.

Vecteurs de solidarité communautaire, ces ensembles d'associations reproduisent l'éventail des partis et des mouvements politico-philosophiques influents en Turquie, parmi lesquels on retrouve ces différents pôles¹⁴:

(1) les sociaux-démocrates kémalistes¹⁵ et les conservateurs de centre-droit¹⁶ qui sont laïques, mais également, et sans craindre la contradiction, proches des partis et des syndicats européens chrétiens-démocrates. Les sociaux-démocrates ont aussi des liens approfondis avec leurs homologues européens;

(2) les nationalistes (extrême droite) représentés par la Fédération démocratique des Associations idéalistes turques d'Europe¹⁷ (*Avrupa Demokratik Ülkücü Dernekleri Federasyonu* ou *Türk Federasyon*) et par l'Union turco-islamique d'Europe¹⁸ (*Avrupa Türk-Islâm Birliği*), qui présente une coloration confessionnelle plus marquée que la première;

¹⁴ source des données sur le nombre de membres et de sympathisants d'organisations immigrées: Ministère allemand de l'Intérieur (Rapport de Sécurité intérieure), 1992 et 1996, Bonn. Ces données se basent sur des estimations (voir *Cumhuriyet Hafta*, 3-9.4.1992, Istanbul et *Milliyet*, 2.8.1996, Istanbul).

¹⁵ en Allemagne, la Fédération des Associations sociales-démocrates du Peuple (*Sosyal Demokrat Halk Dernekleri Federasyonu*) a commencé à se former dès 1973 et comptait 3.000 membres au début des années '90. Elle est proche du SPD allemand. Il existe également une autre fédération de centre-gauche fondée en 1977: la Fédération des Associations de Migrants (*Göçmen Dernekleri Federasyonu*). Aux Pays-Bas, la mouvance de centre-gauche est représentée par *Hollanda Türkiyeli İşçiler Birliği* (l'Union des Travailleurs de Turquie aux Pays-Bas). Actuellement, cette mouvance se renforce: des *Associations de Défense de la Pensée Atatürkiste* ont récemment vu le jour dans plusieurs pays européens.

¹⁶ la Fédération *Hür Türk* (Turc Libre) fondée en 1979 regroupait près de 15.000 membres au début des années '90. Elle est implantée en Allemagne et aux Pays-Bas. En Belgique, une organisation qui s'est développée au sein de la Confédération belge des Syndicats chrétiens, *Türk-Danış*(Consultation turque), représente la mouvance de centre-droit.

¹⁷ fondée en 1978 par la fusion de sept autres associations plus anciennes, ses activistes ultra-nationalistes sont également connus sous le nom de *Loups gris*. Ils seraient environ 7.000 en Europe en 1996. Le mouvement semble être en perte de vitesse: au début des années '80, il pouvait compter sur plus de 20.000 membres en Europe. Le nombre actuel de ses sympathisants s'élèverait tout de même à au moins 50.000 personnes.

¹⁸ suite à une scission de la *Türk Federasyon*, l'Union turco-islamique fût fondée en 1987. Les "nationalistes-islamistes", qui ne craignent pas non plus les contradictions idéologiques, peuvent compter sur 1.500 militants et sur près de 6.000 sympathisants en Europe. Ce mouvement a des liens approfondis avec une branche particulière de la confrérie *Naksibendi* (la branche de *Menzil* du *cheikh* S. Fezzettin Erol à Adiyaman).

(3) les Alévis regroupés autour de plusieurs associations dans différents pays, proches des sociaux-démocrates ou de l'extrême-gauche¹⁹ turcs. Il existe une Fédération européenne d'Associations alévis²⁰ (*Avrupa Alevî Dernekleri Federasyonu*). Les associations alévis se renforcent actuellement en réaction au développement des organisations islamistes (sunnites). C'est fatalement en Allemagne, mais aussi en Suisse, qu'elles sont le mieux établies;

(4) les autonomistes kurdes, qui ont mis en place plusieurs organisations²¹ dans tous les pays européens. Certaines sont directement ou indirectement fondées par le PKK dans le but de financer sa guérilla. On remarque une présence kurde plus affirmée en Scandinavie (réfugiés arrivés depuis les années '80) et en Allemagne (où ils seraient 300 à 500.000 sur les deux millions d'immigrés originaires de Turquie);

(5) les islamistes, qui se subdivisent entre les nombreuses tendances politiques et confrériques existant en Turquie. Le pôle islamiste fera l'objet du point suivant.

Ces organisations présentent des caractéristiques communes. Elles sont transnationales et forment à travers l'Union européenne des réseaux d'associations locales qui dépassent largement les frontières des pays membres. Mais le centre de gravité de l'espace socio-politique turc en Europe se situe naturellement en Allemagne. La majorité des directions fédérales sont plus précisément établies à Cologne.

A l'exception de la Fédération alévi, chaque groupe particulier entretient des relations étroites avec son homologue de Turquie et adopte les vues idéologiques de celui-ci. Le "pluralisme dichotomique" constitutif du système politique turc réapparaît dans la diaspora sous la forme d'associations d'émigrés: Turcs/Kurdes, islamistes/laïques, sunnites/chiïtes, gauche/droite. On retrouve également l'émiettement de l'espace socio-politique turc avec des sous-tendances qui se livrent à une concurrence sans merci pour le contrôle de chaque élément de ces dichotomies. Le pôle islamiste, qui abrite les organisations d'immigrés turcs les plus grandes, est aussi le plus touché par cette division. Par conséquent, et à l'image de leurs homologues de Turquie, même si certaines de ces organisations atteignent une taille importante, aucune d'entre elles ne parvient à imposer une représentativité incontournable.

¹⁹ la gauche radicale est représentée dans tous les pays européens par un grand nombre d'associations locales de petite taille animées par des réfugiés politiques.

²⁰ elle est établie à Cologne et compterait environ 30.000 membres. Ce qui lui assurerait un audience totale considérable de 150.000 Alévis en Europe. Contrairement aux autres, ce mouvement n'est proche d'aucun parti politique turc.

²¹ parmi elles, la plus ancienne est la Fédération des Travailleurs du Kurdistan en RFA (*KOMKAR*), fondée en 1977. Bien que déclaré illégal dans plusieurs pays, le PKK est présent partout en Europe. En RFA, il regrouperait environ 7.000 militants.

A l'origine, les organisations de l'émigration étaient conçues en tant que succursales à l'étranger de leur "maison-mère" respective. Elles étaient chargées de récolter des fonds auprès des immigrés pour financer leur lutte au pays. Aujourd'hui encore, des associations islamistes, nationalistes et kurdes essentiellement constituent une source de financement non négligeable pour leurs "maisons-mères" de Turquie. Les dirigeants de toutes ses organisations étaient déjà des militants politiques avant de s'installer ou de se réfugier en Europe. La plupart sont venus avec l'idée de contribuer à la création de telles structures organisationnelles. En échange de ce soutien politique et financier, les organisations offrent, à des degrés divers, une représentation communautaire et des services.

La communauté originaire de Turquie est ainsi divisée en un certain nombre d'*îlots idéologiques* très diversement colorés à travers les régions d'installation en Europe occidentale. Dans un avenir proche, la création d'un Secrétariat d'Etat aux Expatriés et surtout l'octroi probable du droit de vote et d'éligibilité aux émigrés animeront davantage les liens entre la "société civile" émigrée et le système politique turc. Les "Turcs de l'extérieur", comme on les appelle parfois, devront alors se partager 30 sièges sur les 500 que compte le Parlement d'Ankara.

Malgré les apparences, ces organisations ne sont plus exclusivement tournées vers la vie politique turque. Durant la décennie précédente, faisant face aux problèmes concrets de l'immigration, ceux-là mêmes qui sont incompris ou simplement ignorés en Turquie, elles ont toutes réussi à acquérir une certaine autonomie par rapport à leurs homologues du pays d'origine, sans pour autant trahir complètement leurs idéologies respectives. On a notamment assisté, chez certaines plus que chez d'autres, à l'effritement des radicalismes respectifs par rapport au début des années '80. En Allemagne, par exemple, des organisations islamistes concurrentes, des associations laïques ou de gauche, des groupes d'autonomistes kurdes et même des nationalistes turcs parviennent aujourd'hui, de manière pragmatique, à collaborer pour défendre des intérêts communs.

Ces organisations jouent aujourd'hui un rôle incontestable dans la formation de l'opinion immigrée. Elles fonctionnent toutes comme des appareils clientélistes qui offrent des services sociaux, culturels, culturels ou commerciaux et assument un rôle de porte-parole autour de revendications assez similaires d'un pôle idéologique à l'autre (enseignement bilingue, reconnaissance de la double nationalité, le droit de vote et d'éligibilité en Turquie et en Europe, défense des droits sociaux et d'accès au territoire, répression du racisme et des discriminations,...).

Même si le nombre d'affiliés aux mosquées "officielles" est important, une partie croissante des immigrés de Turquie est liée à l'une ou l'autre de ces organisations. Les liens communautaires tissés par le travail de celles-ci, chacun à l'intérieur de leur *îlot idéologique* respectif, paraissent plus efficaces que l'intervention globale de l'Etat turc auprès des émigrés par le biais de ses fonctionnaires, qu'il s'agisse de diplomates, d'enseignants ou de religieux. Leur action contribue à l'émergence de

représentations communautaires nouvelles²². Selon les sensibilités différentes, on commence à parler de "Turcs d'Europe", ou de "Musulmans turcs d'Europe" ou encore de "Kurdes d'Europe".

Il est vrai que depuis les années '80, une prise de conscience traverse la communauté originaire de Turquie. Indistinctement, dans tous les *îlots idéologiques*, les immigrés ont commencé à admettre la réalité de leur implantation définitive en Europe. Aujourd'hui, le discours intégrationniste s'est généralisé, mais il épouse les traits d'une intégration socio-économique individuelle et sécularisée pour les organisations laïques de gauche, comme de droite; chez les islamistes et les nationalistes, il s'apparente à une intégration communautaire avec la revendication d'un statut officiel de "minorité turque et musulmane".

L'effervescence des organisations immigrées turques coïncide avec l'apparition encore récente des revendications sociales et culturelles, et avec l'émergence des craintes concernant l'avenir des jeunes générations. L'avènement de ces nouvelles générations n'ayant jamais vécu qu'en Europe, et faisant face à de graves problèmes socio-économiques et identitaires, ne peut que renforcer cette révolution mentale qui fait des Turcs non plus des immigrés temporaires, mais une population en voie de sédentarisation. Cependant, si l'autonomisation accrue de la population turque d'Europe et de ses organisations par rapport au système politique turc, qui serait opérée par l'affirmation de ces jeunes générations, demeure une hypothèse envisageable, les faits qui pourraient l'étayer se font encore attendre.

5. Le pôle islamiste de l'espace socio-politique turc en Europe²³

Le pôle des organisations islamistes, c'est-à-dire de celles qui affirment trouver dans l'islam des solutions concrètes aux problèmes socio-économiques et culturels complexes de leurs membres et de la Turquie, est le plus important de la "société civile" immigrée turque. Le développement d'organisations islamistes au sein de la population immigrée turque fut rapide et parallèle à celui du mouvement islamiste en Turquie même. Tout comme dans ce pays, l'émiettement de ce pôle idéologique est poussé à l'extrême. L'implantation de la *Diyanet* n'a pas su empêcher une telle croissance et l'influence des organisations du pôle islamiste sur la population immigrée. Au début des années '90, les services de sécurité allemands affirmaient avoir dénombré au total pas moins de 130 groupes islamiques ou islamistes turcs différents de toutes tailles, dont 78 "couvents"²⁴, poursuivant des activités en Allemagne.

²² certains auteurs ont parlé de "l'accouchement d'une communauté ethnique minoritaire", voir note n°6: H. BOZARSLAN, 1989, p.96.

²³ sources des données citées dans cette partie: Ministère allemand de l'Intérieur (Rapport de Sécurité intérieure), 1992 et 1996, Bonn. Ces données sont des estimations. Voir note n°14.

²⁴ lieux de cérémonies confrériques (en turc: *tekke* ou *zikirhane*).

Les grandes fédérations du pôle se livrent une concurrence acharnée. L'organisation immigrée islamiste la plus puissante et la mieux structurée est celle qui est connue sous le nom de *Milli Görüs*. On peut considérer cette organisation comme la branche émigrée du Parti de la Prospérité (*Refah Partisi*) qui est le parti islamiste le plus important de Turquie. Ce parti est le membre principal de la coalition gouvernementale islamiste conservatrice (avec le Parti de la Juste Voie de Tansu Çiller) aux affaires à Ankara depuis juillet 1996. La structure, les activités et le corpus idéologique de cette organisation seront détaillés plus loin. Pour l'instant, attardons-nous sur les autres organisations du pôle.

5.1. Le mouvement *Süleymanci*

Concurrent de toujours à la fois de *Milli Görüs* et de la *Diyanet*, le mouvement *Süleymanci*²⁵ est apparu en Europe en 1973. Il s'agit d'une mouvance millénariste et antikémaliste. Son origine remonte aux années '40, au départ du fondateur, Süleyman Hilmi Tunahan (1888-1959), de la confrérie *Naksibendi*. Le mouvement *Süleymanci* regroupe des mosquées et des écoles coraniques portant le nom de Centre culturel islamique (*Islam Kültür Merkezi*). Les *Süleymanci* ont toujours affirmé représenter la majorité de l'islam organisé par les immigrés en Allemagne, sans que cela puisse être démontré dans les faits. Bien que présents partout en Europe, leur influence paraît sensiblement moindre que celle de *Milli Görüs*. En 1992, on estimait l'audience du mouvement en Allemagne à 20.000 membres. La sécurité allemande dénombrait 270 centres culturels *Süleymanci* en Allemagne. A l'heure actuelle, il en existe probablement une vingtaine aux Pays-Bas, 13 en Belgique et 11 en Suède. Dans ce dernier pays, ils bénéficient d'une reconnaissance officielle exceptionnelle, au même titre que les mosquées de la *Diyanet*. La Suède est le seul pays où les *Süleymanci* sont mieux établis que le mouvement *Milli Görüs*. L'organisation est également présente, mais plus symboliquement, en Suisse, en France, en Autriche et au Danemark. Il s'agit d'un groupe fortement hiérarchisé et discret, qui n'affectionne pas particulièrement la publicité. Des documents émanant des *Süleymanci* sont rares. Le mouvement entretient également certains contacts avec des églises en Allemagne. Idéologiquement, le mouvement est proche de l'extrême droite turque. Mais il n'a jamais négligé ses contacts avec le Parti de la Juste Voie de T. Çiller. Il arrive que des parlementaires de ce parti visitent, en Europe, les centres culturels des *Süleymanci*.

5.2. Le mouvement khomeiniste

L'Union des Mosquées et Communautés islamiques (*İslami Camiler ve Cemaatler Birliği*) fut fondée en 1983 par Cemalettin Kaplan (ancien *mufti* d'Adana réfugié en Allemagne), suite à une scission avec *Milli Görüs*. Kaplan y assumait la présidence d'un conseil chargé de la délivrance de *fatâwâ*, mais sa

²⁵ sur l'histoire et l'idéologie de ce mouvement voir A. GÖKALP, "Les fruits de l'arbre plutôt que ses racines: le Suleymanisme", in M. GABORIEAU, A. POPOVIC et T. ZARCONE (éds.), *Naqshbandis. Cheminements et situation actuelle d'un ordre mystique musulman*, Actes de la Table Ronde de Sèvres, 2/4 mai 1985, Paris-Istanbul: Institut Français d'Etudes Anatoliennes-Eds. Isis, 1990, pp. 421-435.

sympathie et son activisme khomeinistes ont fini par avoir raison de sa présence au sein de *Milli Görüs*. Il est intéressant de remarquer qu'une d'exigences non avenues de Kaplan était le transfert de la direction de *Milli Görüs* à un collègue de religieux, excluant les "laïques" de toute participation au pouvoir. L'Union des Mosquées et Communautés a préservé son radicalisme jusqu'à la mort de son fondateur en mai 1995. Depuis la disparition de Kaplan, l'organisation est la proie de graves dissensions internes. Le fils du fondateur, Metin Kaplan, lui a succédé; ce que d'autres dignitaires n'ont pas accepté. En 1996, on estime à 2.900 les proches de cette organisation. Leur nombre était estimé à près de 6.000 du vivant de son fondateur. Certains sont retournés dans le giron de *Milli Görüs*. Proche des groupes islamistes révolutionnaires de Turquie, l'organisation n'a jamais su s'établir solidement hors de l'Allemagne. Il n'existe, par exemple qu'une seule mosquée de cette mouvance en Belgique, à Liège. Depuis sa fondation, le discours radical, parfois ordurier et folklorique, mis en oeuvre par l'Union lui a permis une forte médiatisation en Turquie.

5.3. Le mouvement *nurcu*

Apparu dans les années '20, la communauté modérée et moderniste *Nurcu* ou *Cemaat-i Nur*, du nom de son guide spirituel Bediüzzaman Said-i Nursî (1873-1960), est également présent en Europe,²⁶ mais dans une proportion bien moindre par rapport à l'influence philosophique et politique qu'il parvient à exercer en Turquie même. Les *Nurcus* sont subdivisés en diverses branches, qui se retrouvent également dans l'émigration. La relative faiblesse du mouvement en Europe est peut-être due à l'élitisme qui s'affirme de plus en plus en son sein. Selon certaines sources, il semble en effet mieux organisé aux Etats-Unis, auprès des étudiants turcs fréquentant les universités américaines. En 1992, une trentaine d'associations ou librairies *Nurcu* étaient recensées en Allemagne. L'audience du mouvement était estimée à 800 adeptes et près de 5.000 sympathisants. Le mouvement compte également des adeptes aux Pays-Bas et en Belgique (où sont implantées deux mosquées *nurcu*). Les *Nurcu* étaient généralement proches des partis dirigés par Süleyman Demirel, le Président de la République. Sous le leadership de Tansu Çiller, l'actuelle Ministre des Affaires étrangères, qui lui a succédé, ils semblent poursuivre leur soutien à cette mouvance conservatrice de la politique turque.

5.4. La confrérie *Naksibendi*

La confrérie historique *Naksibendi* est également présente sur le sol européen²⁷. Fondée en Asie Centrale au XIV^e siècle, la confrérie *Naksibendi* est un des groupes islamiques les plus importants de

²⁶ sur ce mouvement et son fondateur voir P. DUMONT, " Les 'disciples de la lumière'. Le mouvement nourdjou en Turquie", in O. CARRE et P. DUMONT (dirs.), *Radicalismes islamiques*, Paris : L'Harmattan, 1985, Tome I, pp. 215-256; et S. MARDIN, *Religion and Social Change in Modern Turkey. The Case of Bediüzzaman Said Nursi*, New York: State University of N. Y. Press, 1989.

²⁷ au sujet de cette confrérie voir M. GABORIEAU, A. POPOVIC et T. ZARCONE (éds.), *Naqshbandis. Cheminements et situation actuelle d'un ordre mystique musulman*, Actes de la Table Ronde de Sèvres, 2/4 mai 1985, Paris-Istanbul: Institut Français d'Etudes Anatoliennes-Éds. Isis, 1990; et T. ZARCONE, "Les Naksibendi et la République turque: de la persécution au repositionnement théologique, politique et social (1925-1991)", in *Turcica*, tome XXIV, 1992, pp. 132-151.

Turquie. Bien que divisée en différentes tendances, elle est la doyenne des confréries et est respectée à ce titre par les autres communautés islamiques du pays. Nous ne citons que la branche qui est de loin prépondérante par le nombre de fidèles et en termes d'influence: celle qui porte le nom de la mosquée d'*Iskender Pasa* à Istanbul et qui est menée par le professeur de théologie à la retraite, le *cheikh* Esat Cosan. Rigoriste et austère à l'origine, cette branche tient un discours et a des activités sociales et culturelles qui amorcent une modernisation, même si elle s'accroche encore à des positions théologiques conservatrices. Selon les services de sécurité allemands, en 1992, cette confrérie pouvait compter sur 55 mosquées et sur au moins 750 adeptes en Allemagne. Des groupes *Naksibendi* existent également dans le Benelux et en France.

Le *cheikh* E. Cosan, est régulièrement accueilli en Europe. Dans toutes les villes qu'il visite, une foule assidue suit ses conférences. Mais l'influence de la confrérie en Europe est en deçà de son importance dans le pays d'origine. Cependant, son influence morale s'étend sur d'autres organisations. L'attachement à cette congrégation, comme à toute autre confrérie musulmane, n'empêche pas l'adhésion à des organisations socio-politiques de nature plus militante. De sorte que, même si elle ne dispose pas d'un véritable relais organisationnel dans l'immigration turque en Europe, son influence morale y est aussi perceptible, surtout auprès de la base du mouvement *Milli Görüs*. Les différentes branches de la confrérie soutiennent à la fois le Parti de la Prospérité (récemment, pour son arrivée au pouvoir), le Parti de la Mère-Patrie (autre parti conservateur fondé par feu le Président de la République Turgut Özal, également adepte de la congrégation) et le Parti de la Grande Unité (petit parti islamiste nationaliste surtout actif en Anatolie du Centre-Est et soutenu également par l'Union turco-islamique d'Europe, organisation immigrée de même tendance - voir note n°18).

6. Le mouvement *Milli Görüs*

L'origine des activités de *Milli Görüs*²⁸ en Europe coïncident avec le coup d'Etat militaire de mars 1971. Le premier parti politique fondé par cette mouvance, en 1970, sous la direction de l'actuel Premier ministre Necmettin Erbakan²⁹ (le Parti de l'Ordre confessionnel - *Milli Nizam Partisi*), sera interdit par la Cour constitutionnelle suite aux pressions des militaires. N. Erbakan et certains de ses

²⁸ nos informations sur cette organisation proviennent notamment des entretiens effectués avec certains de ses responsables en Belgique et en Allemagne entre 1994 et 1996. Nous avons également assisté à certaines des grandes réunions de l'organisation: congrès de la branche des jeunes à Genk en Belgique (mai 1995) et congrès général, Francfort (juin 1995).

²⁹ la mouvance dirigée par N. Erbakan donnera naissance en 1972 à un deuxième parti (Parti du Salut confessionnel - *Milli Selâmet Partisi*) qui participera à trois gouvernements de coalition entre 1973 et 1978. Les généraux putschistes de septembre 1980 interdiront ce parti, comme tous les autres. Le Parti de la Prospérité a été fondé en 1983 et est à nouveau dirigé par Erbakan depuis 1987. Au sujet de cette mouvance politique voir: S. ARJOMAND, "Social Change and Movements of Revitalization in Contemporary Islam", in J. A. BECKFORD (éd.), *New Religious Movements and Rapid Social Change*, Londres-Paris: Sage Publ.-UNESCO, 1986, pp. 87-112; F.-J. BESSON, "La montée de l'islamisme en Turquie. Dysfonctionnement de la laïcité «à la turque»", in *Hérodote*, n°77, 1995, pp.209-233; R. ÇAKIR, *Ne seriat, ne demokrasi. Refah partisini anlamak* (Ni la charia, ni la démocratie. Comprendre le Parti de la Prospérité), Istanbul: éd. Metis, 1994, 248 p. (en turc); S. MARDIN, "Religion and Politics in Modern Turkey" in J.P. PISCATORI (éd.), *Islam in Political Process*, Cambridge: Cambridge University Press, 1989, pp. 138-159; et I. SUNAR et B. TOPRAK, "Islam in Politics: The Case of Turkey", in *Government and Opposition*, Vol. 18, n°4, 1983, pp. 421-441. Au sujet de la traduction de l'adjectif *milli*, voir plus loin la note 42 et le paragraphe concerné par celle-ci.

proches se réfugieront alors en Suisse et en Allemagne. C'est là qu'ils ont placé les premiers jalons de l'organisation avant de rentrer en Turquie.

Les premières associations immigrées affichant une couleur islamiste apparaissent dès 1973. Le processus de fédéralisation s'amorce en 1975, avec la fusion à Berlin de deux associations: L'Union turque et l'Association turque d'Entraide et de Culture. Plus tard, les services centraux de l'organisation seront déménagés de Berlin, trop enclavée, à Cologne dans le but de mieux s'étendre à l'ouest de l'Allemagne et aux pays limitrophes. Aujourd'hui, 66 personnes sont employées dans le centre rhénan de *Milli Görüs*. Les premières années de l'organisation ont notamment été marquées par la présence charismatique de deux personnalités: le docteur Yusuf Zeynel Abidin et Hasan Damar. Ils furent conseillés par Akgün Erbakan, le frère de Necmettin Erbakan.

Présente en région parisienne depuis 1978-79, l'organisation apparaît pour la première fois en 1983 sous le nom de *Tendance Nationale-Union islamique de France*. Deux ans plus tard, se créent en Belgique et aux Pays-Bas, les premières mosquées arborant le nom de *Milli Görüs* dans ces deux pays. La construction d'une fédération allemande et transnationale est déjà avancée en 1985, l'année durant laquelle l'organisation acquiert une personnalité juridique de droit allemand et prend sa dénomination la mieux connue: "Organisations de la Vision confessionnelle en Europe" (*Avrupa Milli Görüs Teskilatları*). En allemand, l'organisation endosse un nom officiel tout aussi hermétique: *Vereinigung der neuen Weltsicht in Europa*, "Union de la nouvelle Vision du Monde en Europe". En juin 1995, lors de son XI^e Congrès annuel statutaire, la fédération a procédé à une réforme institutionnelle importante dont nous parlerons plus loin. A cette occasion elle a une nouvelle fois modifié sa dénomination. L'organisation s'appelle désormais *Islam Toplumunu - Milli Görüs / Islamische Gemeinschaft - Milli Görüs* (Communauté islamique-Vision confessionnelle).

Milli Görüs peut être définie comme une sorte de mutualité qui offre à ses adhérents d'abord des services religieux (mosquées³⁰, cours de catéchisme³¹, guidance morale, organisation du pèlerinage à la Mecque, possibilité de faire effectuer le sacrifice du *kurban bayrami* en Turquie ou dans un autre pays, possibilité de verser le *zakat*, mariage confessionnel, rapatriement de défunts,...). Mais elle propose aussi une multitude de services socio-culturels: traductions, conseils juridiques, crèches et écoles maternelles (*Yuva und Nest Anaokulları*), internats, associations de parents d'élèves, aide et assistance sociales, bourses d'études, formations professionnelles, cours d'informatique, cours de langue, conférences, bibliothèques, plusieurs périodiques bilingues (dont le principal, *Milli Görüs und Perspektive*), ateliers théâtraux ou folkloriques, clubs sportifs, voyages de groupe et pique-niques.

³⁰ 310 imams seraient employés par l'organisation, mais beaucoup d'autres officient bénévolement.

³¹ en 1995, environ 20.000 enfants auraient suivis les cours des écoles coraniques organisées par l'organisation (dont 45% de filles).

L'organisation développe également des activités lucratives à partir d'une quinzaine de sociétés commerciales³² créées par elle ou appartenant à ses dirigeants: agence de voyage, alimentation *hala* (*Selâm*), habillement (*Bûsra Giyim*) et cosmétique islamiques, cassettes audio et vidéo (*Es-selâm Video*), maison d'édition (*Hicret Yayınevi*), librairies, articles-cadeaux, crédits bancaires et assurances (*Finans Kredi Pazarlama*), pompes funèbres islamiques (*Çınar Cenaze Nakliyat*). Si les services religieux sont organisés partout où *Milli Görüs* est implantée, il n'en va pas toujours de même pour ses services sociaux, éducatifs et commerciaux. Hors de l'Allemagne, la mise en place de ce type d'activités est encore relativement rare.

Les cadres de *Milli Görüs* la définissent comme une organisation de services et d'aide sociale pour immigrés. Mais les services culturels proprement dits constituent une part importante des activités de l'organisation. Toute association locale fédérée sous le toit de *Milli Görüs* est d'abord une mosquée. La première tâche de *Milli Görüs* est d'organiser le culte. Toute entreprise "profane" de *Milli Görüs* trouve nécessairement une justification religieuse. Un des slogans de l'organisation est: *Milli Görüs est le moteur du Bien et le frein du Mal. Nous sommes les soldats-serviteurs de l'humanité*³³.

Le dévouement missionnaire des membres fait la force de l'organisation. Pourtant, les membres de *Milli Görüs* refusent d'être qualifiés d'islamistes. Ils se définissent uniquement comme musulmans. Le croyant doit se soumettre à la *charia*, c'est-à-dire à toutes les obligations de la religion. Or, pour *Milli Görüs*, l'activisme socio-politique et le prosélytisme font également partie de ces obligations. D'ailleurs, un jour au moins de prosélytisme par semaine ou de participation bénévole aux activités de l'organisation est demandé à tous les membres. L'étude régulière de la religion afin d'être de "bons citoyens en Europe et en Turquie" est également recommandée à tous.

De toutes les organisations turques, *Milli Görüs* est probablement celle qui a établi le plus de contacts avec des musulmans d'autres nationalités (en particulier maghrébines et balkaniques). La fédération collabore notamment avec des groupes *Frères musulmans* en Europe. Mais l'identité nationale turque est bien sûr très présente et hautement valorisée dans la vie de l'organisation. Sa langue de travail est le turc (même si une certaine germanisation commence à se faire sentir parmi les jeunes membres). Ce que *Milli Görüs* présente comme culture turque est un mélange d'islam et de traditions rurales anatoliennes. Il n'y a de Turc que musulman et d'origine paysanne, même s'il doit aujourd'hui s'adapter à la ville et à la "modernité matérielle". Ce dernier concept est en partie la justification d'un consumérisme nouveau riche couramment rencontré parmi les cadres de l'organisation: voitures de marque Mercedes, informatique, gadgets électroniques, téléphone portable, etc.

³² au sujet des sociétés commerciales qui gravitent autour de *Milli Görüs* et de ses relations avec des financiers saoudiens établis au Luxembourg voir deux ouvrages en turc: F. BULUT, *Tarikat Sermayesinin Yükselisi (La montée du capital confrérique)*, Ankara: Öteki Yayınevi, 1995, pp.455-450 et Y. SONER, *Hangi Erbakan (Quel Erbakan?)*, Istanbul: Basak Yayinlari, 1994, pp. 311-319.

³³ "Milli Görüs: hayra motor, serre fren. Biz insanliga hizmet erleriyiz".

Mais étrangement, une nostalgie présente dans le discours de l'organisation fait surtout référence à l'antipode même de l'Anatolie paysanne: la dynastie ottomane. Si le règne ottoman apparaît particulièrement idéalisé, le caractère cosmopolite de la dynastie n'en est pas moins occulté. Par ailleurs, il est possible de rencontrer un discours antisémite dans les propos de certains cadres ou dans les publications de l'organisation. Les dirigeants de l'organisation évitent d'évoquer la période kémaliste, mais critiquent volontiers tous les partis politiques contemporains, à l'exception, bien sûr, du Parti de la Prospérité.

Aujourd'hui, *Milli Görüs* est implantée dans tous les pays européens³⁴ accueillant des immigrés de Turquie. L'organisation a subdivisé l'Europe occidentale en 32 régions qui recoupent les frontières des pays. Il y a deux exceptions de taille justifiées par l'importance du nombre d'adhérents (le cas de l'Allemagne) ou par l'étendue du territoire (le cas de la France). Le nombre des régions françaises et allemandes a d'ailleurs récemment été augmenté. En Allemagne, la structure de l'organisation est subdivisée en 18 régions. Cette division géographique ne recoupe pas les *Länder*, mais elle s'effectue selon l'importance du nombre des membres. L'organisation est particulièrement bien implantée à Berlin, en Rhénanie du Nord-Westphalie et en Hesse (60% des membres d'Allemagne habitent ces deux derniers *Länder*). Bien que présente partout ailleurs, *Milli Görüs* semble être moins massivement représentée en Bavière et surtout en Allemagne septentrionale (Brême, Hanovre et Hambourg).

En France, l'organisation est répartie en quatre régions: Paris, l'ouest de la France, Lyon/le Midi et Strasbourg/l'est de la France. L'implantation de la fédération est plus importante dans la région lyonnaise et dans l'Est de la France qu'ailleurs. Hors d'Europe, il existe des groupes *Milli Görüs* symboliques en Amérique du Nord. Par contre, l'implantation de l'organisation est plus sérieuse en Australie, où vivent 50.000 immigrés turcs. *Milli Görüs* dispose également de logements au Caire où sont hébergés des étudiants en théologie de l'université *Al-Azhar*. Ces étudiants viennent essentiellement de Turquie et bénéficient d'une prise en charge de la part de l'organisation.

Depuis sa constitution en fédération internationale en 1985, *Milli Görüs* connaît une croissance rapide et constante du nombre de ses associations fédérées et de ses affiliés. Selon des données émanant de l'organisation elle-même, entre 1992 et 1996, le nombre de ses membres cotisants aurait connu une augmentation de 86%, et celui de ses associations fédérées, de 81%. Ces données sont difficilement vérifiables et sans doute pas exemptes d'exagération, mais elles ne devraient pas être non plus très loin de la réalité. Le nombre total d'associations locales (mosquées) de *Milli Görüs* est actuellement de 791. Parmi celles-ci, 520 dépendent directement de l'organisation et ont donc été fondées par elle. Les 271 associations locales restantes se sont formées indépendamment, mais elles sont choisies, plus tard, de se joindre à la fédération. Enfin, 480 associations sur 791 (61%) se trouvent en Allemagne.

³⁴ par ordre d'importance du nombre des membres: Allemagne, Autriche, France, Pays-Bas, Belgique, Suisse, Danemark, Suède, Royaume-Uni, Norvège, Italie, Finlande.

Il arrive que des associations locales cherchent plus d'autonomie par rapport à Cologne, mais le centralisme reste en général de rigueur. La direction rhénane de l'organisation joue régulièrement un rôle déterminant dans le choix des dirigeants locaux. Les dirigeants de la trentaine de régions portent le titre gratifiant d'"émir", mais en réalité ils n'ont que peu de pouvoir face à la direction centrale de Cologne. L'administration et la coordination des activités des régions et de ces nombreuses sections locales s'effectuent en fait au départ de deux instances solidement contrôlées par Cologne: le Conseil exécutif des Régions du Nord de l'Europe et son homologue du sud de l'Europe. Le premier Conseil exécutif regroupe les sections des pays Scandinaves, du Benelux, d'Angleterre et du nord de l'Allemagne. Le Conseil exécutif du Sud comprend l'Autriche, le sud de l'Allemagne (Bavière, Bade-Wurtemberg et Rhénanie-Palatinat), les quatre régions françaises de l'organisation, la Suisse et l'Italie.

Chaque association locale possède un budget spécifique et emploie éventuellement un personnel administratif ou religieux sur ses propres fonds. Mais les associations locales fonctionnent essentiellement grâce au bénévolat. En plus des cotisations versées par les membres directement affiliés, les services centraux de Cologne reçoivent une contribution financière de la part des sections locales. Le budget annuel des services centraux se chiffre à 13 millions de DM. En 1996, le budget de *Milli Görüs*-Allemagne, qui englobe celui des services centraux, se situait aux alentours de 40 millions de DM. Dans la seule Allemagne, l'organisation possède 200 immeubles. La valeur totale de ces bâtiments est estimée à 130 millions de DM. L'immense parc immobilier de la fédération provient notamment de dons de membres ou de legs. L'organisation met ses bâtiments à la disposition des associations locales. Elle loue également des logements ou des commerces à ses membres.

Selon le rapport d'activités de l'organisation pour l'année 1995, le total des membres adultes masculins aurait atteint 57.033 personnes. Parmi ceux-ci, 38.800 (68%) seraient installés en Allemagne³⁵. Les personnes directement affiliées à l'organisation centrale à Cologne et qui cotisent là sont au nombre de 14.808. Les 42.225 autres membres cotisent à l'une des 791 sections locales de la fédération.

En dehors des membres adultes masculins, il existe d'autres catégories de membres. L'organisation a en effet développé des branches féminines, juvéniles et étudiantes. Ainsi, 674 associations locales sur 791 disposent d'une section "jeunes" (pour jeunes hommes); 445 d'une section féminine; et 22 d'une section d'étudiants. Les sections étudiantes, l'unique activité mixte de *Milli Görüs*, ne sont encore organisées qu'en Allemagne. L'organisation affirme avoir 2.112 membres étudiant(e)s sur les 15.000 Turcs inscrits dans les universités allemandes. Bien qu'encore faible en nombre absolu, la proportion de membres étudiants universitaires et celle d'adhérents diplômés d'études supérieures semblent être

³⁵ les autorités allemandes confirment le développement rapide de l'organisation mais citent des chiffres différents. Les services de sécurité allemands estiment, en 1996, à 26.200 les membres adultes masculins de *Milli Görüs* installés en Allemagne. Ce chiffre semble ne pas tenir compte des membres qui sont directement affiliés au centre de Cologne sans passer par une association locale de la fédération. Pour la source voir note n°14.

plus élevées dans le cas de *Milli Görüs* que dans les autres organisations immigrées turques d'obédience islamiste ou nationaliste.

Tous les membres cotisent, selon leurs revenus, entre 10 et 20 DM par mois. Les membres masculins actifs et occupés sont également invités à verser annuellement, au profit de l'organisation, l'équivalent d'un mois de salaire. Cette pratique de soutien porte le nom de *süvari*, "cavalier". Les femmes aussi sont régulièrement sollicitées pour faire des dons qui peuvent, le contrôle social aidant, s'avérer fort fructueux. En additionnant les jeunes membres, les femmes et les étudiants aux membres adultes masculins, l'organisation avance le total de 112.323 affiliés. Le tableau III détaille les différentes catégories de membres de *Milli Görüs* pour l'année 1995.

TABLEAU III:

Modes d'adhésion à *Milli Görüs*, nombre de membres et de sections en 1995

Catégories de membres	nombre de membres	nombre d'associations fédérées ou de sections
Membres masculins cotisant à l'org. centrale (Cologne)	14.808	-
Membres masculins cotisant à une ass. locale fédérée	42.225	791
Membres "jeunes"	30.747	674
Membres féminins	22.431	445
Membres étudiants	2.112	22
Total des membres	112.323	

(Source: Organisations de la Vision confessionnelle en Europe, 1995)

L'audience maximale ou la clientèle totale de la fédération est actuellement estimée à quelque 300.000 personnes³⁶. Les membres et leurs familles, bénéficiaires des services socio-culturels, éducatifs, commerciaux et religieux proposés par *Milli Görüs*, constitueraient donc plus d'un dixième de la population originaire de Turquie immigrée en Europe! Cette estimation de la presse turque, qui se base sur des données divulguées par *Milli Görüs*, est peut-être un peu excessive, mais sûrement pas fantaisiste.

³⁶ *Milliyet*, 2.8.1996, Istanbul.

Le tableau IV présente une ventilation des membres adultes masculins et des associations de *Milli Görüs* selon les principaux pays d'implantation pour l'année 1992. Ces données proviennent également de l'organisation. Les réserves formulées plus haut valent toujours. Même si nous admettons que le nombre d'associations et de membres a augmenté entre 1992 et 1996, en termes relatifs, la répartition géographique est restée d'actualité. Nous avons signalé plus haut que, d'après l'organisation, les membres masculins d'Allemagne constituent actuellement 68% du total. En 1992, sept membres de *Milli Görüs* sur 10 habitaient également ce pays.

Selon ces données, la concentration des membres de *Milli Görüs* dans les pays germanophones (83,4%) est encore plus accentuée que celles de la population adulte totale de l'immigration turque (72,6%). L'Allemagne paraît avoir été investie par *Milli Görüs* à la mesure du poids qu'elle représente dans la répartition de la population originaire de Turquie en Europe. Par contre, l'organisation est surreprésentée en Autriche. A l'inverse, par rapport à la population adulte totale de l'immigration turque qui y est présente, la France et les Pays-Bas semblent être encore sous-investis par l'organisation.

TABLEAU IV:

La répartition des associations et des membres de *Milli Görüs* en Europe en 1992

Pays	Nombre d'associations locales affiliées à <i>Milli Görüs</i>	nombre de membres cotisants (hommes adultes)	Répartition de la popul. immigrée turque tot. de plus de 18 ans (1992)
Allemagne	262 (60,0)	21.464 (70,0)	69,9%
Autriche	37 (8,5)	3.415 (11,0)	4,1%
France	39 (8,9)	1.679 (5,5)	8,4%
Pays-Bas	31 (7,1)	1.630 (5,3)	8,0%
Belgique	28 (6,4)	822 (2,7)	3,0%
Suisse	19 (4,3)	750 (2,4)	2,5%
Total Europe occidentale	437 (100%)	30.710 (100%)	1.892.200 (100%)
Total des pays germanophones (Allem., Autri., Suisse)	72,8%	83,4%	72,6%

(Source: Organisations de la Vision confessionnelle en Europe, 1992)

Lors du XI^e congrès annuel en 1995, le leadership de *Milli Görüs* a rendu public une réforme institutionnelle importante. Par cette modification, la gestion de l'avoir mobilier et immobilier de l'organisation se trouve désormais attribuée à une nouvelle association dénommée *Europäische Moscheen Union Gesellschaft* ("Société d'Union des Mosquées européennes"), en allemand, et *Avrupa*

Cami Yaptirma ve Yasatma Derneği ("Association de Construction et d'Entretien des Mosquées d'Europe"), en turc.

Officiellement, cette nouvelle association, qui met en place une bureaucratie parallèle, mais de taille réduite, doit servir à décharger les cadres de l'organisation des tâches administratives et d'entretien d'immobiliers. Mais la nouvelle association n'est constituée que par la direction centrale de *Milli Görüs* ou des personnes proches de celle-ci. Le Président et le Secrétaire général de la Société d'Union des Mosquées européennes ne sont autres que le Président et le Secrétaire général de *Milli Görüs* eux-mêmes. Les services commerciaux, socio-culturels et religieux offerts par l'organisation se poursuivent comme d'habitude, mais la direction de *Milli Görüs* se crée, semble-t-il, une marge de manoeuvre presque illimitée quant à la gestion des sommes importantes générées par ces services.

L'annonce de cette réforme institutionnelle tenait en 6 lignes sur 6 pages de rapport annuel d'activités et n'a soulevé aucune protestation parmi les délégués présents. La constitution d'une telle association de gestion des avoirs de *Milli Görüs* tend à renforcer la thèse d'un financement occulte du Parti de la Prospérité par l'organisation. Des sources journalistiques évaluent à 2 millions de DM annuels les dons versés par ses membres au profit de l'organisation³⁷. Il faut ajouter à cette source de revenus les bénéfices générés par les activités commerciales de *Milli Görüs* et, principalement, par l'organisation du pèlerinage à la Mecque qui aurait rapporté au total 7 millions de DM durant les 5 dernières années.

Pour beaucoup d'observateurs, *Milli Görüs* est une source de financement importante pour le parti islamiste turc et les municipalités de Turquie gérées par cette formation. Certains affirment également que la mise en place de cette nouvelle association revient à une reprise en main (par le centre de Cologne) de la gestion de l'organisation, qui malgré l'image disciplinée qu'elle reflétait jusqu'ici, n'aurait pas, dans certaines de ses régionales, la capacité de récolter le montant de cotisations escompté. D'ailleurs, les rapports d'activités annuels évoquent de tels problèmes de gestion.

Milli Görüs fait preuve d'une certaine maîtrise bureaucratique, car l'organisation interne de la fédération est complexe. Mais le processus décisionnel y est assez opaque. Quand ils sont interrogés sur le fonctionnement de *Milli Görüs*, les cadres de l'organisation se cachent derrière la langue de bois d'une sacro-sainte unité et solidarité islamiques. Selon eux, "il n'existe pas de dissension dans l'organisation et toutes les décisions sont prises à l'unanimité par les instances compétentes". L'organe officiel de la fédération, le mensuel *Milli Görüs und Perspektive* relate en turc et en allemand toutes les réunions exécutives. Il se penche longuement sur les personnalités présentes et les activités festives qui agrémentent ces grandes réunions, mais ne dit pas un seul mot des débats qui y ont lieu, des avis qui

³⁷ voir *Milliyet*, 2 et 21 août 1996, Istanbul. Le journal évalue à plus de 40 millions de DM le flux monétaire annuel entre l'organisation et ses correspondants de Turquie. Il s'agit de données invérifiables dont une part de sensationnalisme n'est pas exclue, mais, à notre connaissance, ces informations n'ont essuyé aucun démenti de la part de la fédération. D'aucuns n'hésitent plus à parler de *Millions Görüs* à la place de *Milli Görüs*...

y sont donnés ou décisions qui y sont prises! Rappelant la gestion des partis staliniens, la direction de l'organisation est collégiale et pyramidale.

Depuis la réforme du XI^e congrès annuel, en 1995, l'organisation est dirigée par 30 personnes, les membres du "Comité central de Direction" (*Merkez Yönetim Kurulu*). Le Comité central élit en son sein un collège exécutif de 9 personnes, le "Conseil de Présidence" (*Baskanlik Divanı*). Ce conseil, qui concentre le vrai pouvoir au sein de *Milli Görüs*, ne se renouvelle en réalité que par cooptation. Les délégués des régions ou des associations locales fédérées entérinent sans discuter les décisions du Conseil de Présidence. Les congrès annuels³⁸ du mois de juin, qui drainent un nombre impressionnant de délégués de toutes les régions, sont toujours bien organisés. Lors de ces grandes manifestations, on n'entend que le discours du Président, le rapport d'activités du Secrétaire général et des messages de sympathie venant généralement des politiciens complaisants du Parti de la Prospérité, invités pour l'occasion. Les délégués se contentent seulement de scander des slogans.

Le Conseil de Présidence est composé du Président, du Secrétaire général, du vice-secrétaire général et des Vice-présidents, responsables chacun d'un ou de plusieurs départements particuliers dans l'administration de *Milli Görüs*. Selon l'importance qu'ils semblent occuper dans la hiérarchie de l'organisation, nous pouvons dénombrer les départements suivants:

- (1) la Direction de l'Organisation interne et des Conseils exécutifs des régions du Nord et du sud de l'Europe (ce département est secondé par un Comité de Discipline et d'Inspection financière);
- (2) la Direction des Relations avec les Institutions et Organismes extérieurs;
- (3) la Direction des Affaires religieuses (comprenant le Bureau de Recrutement et de Placement d'Imams, le Comité d'Organisation du Pèlerinage et le Conseil de Guidance islamique, qui délivre des *fatâwâ*);
- (4) la Direction des Affaires administratives (divisée en un Service comptable et un Service des Cotisations);
- (5) la Direction des Activités éducatives et de la Formation de Cadres;
- (6) la Direction des Branches spécifiques (jeunes, femmes et universitaires);
- (7) la Direction des Publications et de la Promotion de l'Organisation;
- (8) la Direction des Affaires sociales et des Relations avec le Public;
- (9) le Centre de recherches sociales et économiques (créé en 1995).

Entre 1981 et 1995, la présidence de la fédération fut assumée par Osman Yumakogullari³⁹. Depuis son élection au Parlement d'Ankara, il a cédé la place à Ali Yüksel⁴⁰, l'ancien Secrétaire général durant

³⁸ le congrès de 1995 s'est déroulé à Francfort en présence de 9.000 délégués. Celui de 1996 (à Dortmund) en a accueilli 8.000.

³⁹ né à Antalya en 1947. Diplômé en droit et en théologie de l'Université d'Istanbul. Ancien président du Parti du Salut confessionnel pour la province de Bursa. Présence permanente en Allemagne à partir de 1980. Elu député d'Istanbul sur la liste du Parti de la Prospérité aux élections législatives de décembre 1995.

la même période. Sabri Erbakan⁴¹ est devenu le nouveau Secrétaire général de *Milli Görüs*. Contrairement aux deux principaux leaders, Yumakogullari et Yüksel, les membres du Comité central ne sont pas tous des théologiens. On trouve parmi eux des ingénieurs ou des membres de différentes professions libérales. La plupart des membres de la direction ont moins de 45 ans. Contrairement à la direction des régions et des associations locales, où prédominent nettement des immigrés (âgés) de la première génération, aucun dirigeant central de *Milli Görüs* n'a le profil du travailleur immigré classique. Même si tous ont déjà un long passé en Allemagne, beaucoup sont venus pour servir l'organisation. Afin de légaliser leur présence en Allemagne, certains se sont mariés avec des filles d'immigrés. Avant leur installation en Europe, des membres de la direction étaient cadres dans les partis créés successivement par Necmettin Erbakan.

Il y a d'ailleurs un incessant va-et-vient de cadres entre le Parti de la Prospérité et le centre de Cologne ou la directions des régions de *Milli Görüs*. Ali Yüksel aussi s'est déjà présenté aux élections dans sa province d'origine sur les listes du Parti de la Prospérité. Mais il n'a pas été élu. Des membres des associations locales de *Milli Görüs* font de même à chaque élection. A l'inverse, il arrive que certains cadres du Parti de la Prospérité qui échouent aux élections, notamment municipales, soient envoyés en Europe en guise de lot de consolation. Ils servent quelques temps comme personnel salarié dans la fédération *Milli Görüs*. A un autre niveau, les professeurs de religion et les imams qui viennent de Turquie et qui sont employés par *Milli Görüs* durant les fêtes religieuses ou pendant les vacances scolaires, sont généralement sélectionnés parmi les militants ou sympathisants du Parti de la Prospérité. A l'approche de chaque élection en Turquie, *Milli Görüs* organise des vols charters pour que ses membres puissent aller voter pour le parti.

Le nom *Milli Görüs* est généralement traduit en Français par l'expression "vision nationale". Cette traduction ne satisfait pas les membres de l'organisation. La traduction qu'ils proposent en échange est "vision confessionnelle". En effet, ils se réfèrent implicitement au terme arabe *milla*, qui désigne une confession ou une communauté religieuse, et non au sens que le mot a pris dans le turc contemporain⁴². Ils refusent toute proximité idéologique avec le nationalisme au sens moderne du terme. Ils n'hésitent pas à qualifier de "racistes" les organisations nationalistes de l'immigration turque. Le nom de l'organisation se réfère en fait au système des *millet*s, c'est-à-dire à la gestion ottomane de la multiconfessionnalité, que les adeptes du mouvement idéalisent, ou, plus généralement, au statut de "minorité protégée" (*dhimmi*) des juifs et des chrétiens en terre d'islam.

⁴⁰ né à Antalya en 1949. Diplômé en théologie de l'Université d'Istanbul. Ancien *mufti* d'Antalya et fonctionnaire dans l'administration centrale de la *Diyanet* à Ankara. Arrivé en Allemagne en 1978.

⁴¹ né en Allemagne et de mère allemande. Docteur en médecine. Il n'est autre que le neveu du Premier Ministre turc, N. Erbakan.

⁴² *millet*: nation, *milliyet*: nationalité et *milliyetçilik*: nationalisme.

L'Empire ottoman répartissait sa population en communautés religieuses et non en nationalités ou ethnies. Les communautés confessionnelles non-musulmanes (orthodoxe, catholique, arménienne, juive) reconnues par la Porte étaient désignées sous le nom de *millet*. Le Sultan accordait aux Gens du Livre (*ahl al-kitâb*) une autonomie interne en matière de culte, d'éducation et de justice. Le statut personnel des non-musulmans était réglé par leur propre législation religieuse pour les litiges qui ne concernaient que des coreligionnaires. La *charia* et les législations impériales primaient dans les affaires entre personnes membres de religions différentes. Le chef religieux de chaque communauté pouvait lever un impôt afin de financer l'organisation du culte. Ce système est progressivement tombé en désuétude à l'avènement du réformisme ottoman qui, à partir de 1856, a reconnu l'égalité de tous les citoyens sans distinction de confession. La mise en place d'une philosophie proche du système des *millets*, mais appliquée aux musulmans en tant que minorité (protégée), constitue pour l'organisation islamiste un idéal à atteindre dans la reconnaissance de l'islam et l'organisation de l'éducation religieuse en Europe, et particulièrement en Allemagne.

Milli Görüs a contribué à la création, en 1991, d'un Conseil islamique d'Allemagne (*Der Islamrat in Deutschland*), qu'elle contrôle largement, dans le but de favoriser la reconnaissance officielle de la religion islamique. Le conseil, qui peut compter sur une reconnaissance partielle de la part des autorités allemandes, est actuellement présidé par un dirigeant de *Milli Görüs*: Hasan Özdoğan, ingénieur chimiste de formation. Cette assemblée regroupe actuellement 27 organisations musulmanes, dont des groupements d'autochtones convertis (qui seraient au nombre de 12.000 personnes), des représentants bosniaques et arabes. Parmi les organisations turques, les seules à l'avoir rejoint sont le mouvement *Nurcu* (*Cemaat-i Nur*), l'Union turco-islamique d'Europe (nationalistes) et, *last but not least*, des associations alévis. Fin 1993, le Conseil a déposé auprès du gouvernement sa candidature à la représentation officielle de la religion islamique en Allemagne. Mais les autorités diplomatiques turques continuent à exercer une pression sur le gouvernement de Bonn pour que la branche en Allemagne de la *Diyanet* reste la seule interlocutrice en matière d'islam.

La communauté *Süleymanci*, concurrente de *Milli Görüs*, a elle aussi déposé sa candidature à la même reconnaissance en mars 1994. Cette organisation avait déjà tenté le coup en 1979, mais les autorités allemandes avaient alors signifié leur refus de reconnaître ce mouvement comme le représentant officiel de la religion islamique.

L'enjeu est de taille. Le jour où Bonn désignera un représentant officiel pour le culte islamique, celui-ci pourra être consulté au sujet des décisions politiques concernant les immigrés. Mais surtout, selon la Constitution, le représentant de la religion islamique aura le droit de lever, avec l'aide de l'Etat, l'impôt ecclésiastique auprès des musulmans d'Allemagne. Cette somme, qui devra servir à organiser le culte

islamique, à dispenser des cours de religion et à entretenir les mosquées, est estimée à quelque 32 millions de DM par an⁴³.

Dans le chef des cadres de l'organisation, la défense des identités turque et, surtout, musulmane ne constitue pas une question de survie. Au contraire, assurés de la pérennité de telles appartenances, ils cherchent à se servir des liens et des opportunités communautaires existantes dans une stratégie d'expansion visant à construire un véritable groupe de pression ou un lobby turco-islamique en Europe. Pour *Milli Görüs*, former une partie intégrante de la société européenne ne représente plus l'antithèse de l'être musulman. Dès lors, l'intégration signifie d'abord une insertion économique pleinement réussie. Selon l'organisation islamiste, la communauté doit prospérer afin de se faire respecter. Mais, en tant qu'entité sociale elle doit prévenir ses membres contre l'assimilation individuelle.

La communauté, qui trouve en Europe la possibilité de perpétuer ses traditions islamiques et turques, doit vivre dans le respect des lois en vigueur et en bonne intelligence avec les populations et autorités autochtones. D'ailleurs en Allemagne, *Milli Görüs* collabore, et avec un certain succès semble-t-il, avec des municipalités et des églises. Selon un responsable de la fédération, par exemple, "si l'identité musulmane de la communauté est pleinement reconnue dans les pays d'accueil, ses membres peuvent, et doivent même, y effectuer leur service militaire". Ce n'est pas l'individu, mais la communauté qui s'intègre sous la guidance religieuse et morale de l'organisation.

Il en va évidemment des enjeux institutionnels. Une progression de l'assimilation individuelle au sein de la communauté turque risquerait de faire perdre à l'organisation sa clientèle. Par contre, un trop grand repli identitaire marginaliserait encore plus tant la communauté que l'organisation, et serait donc contre-productif à terme. D'où la nécessité d'une collaboration avec les pouvoirs publics autochtones afin de se faire admettre comme un représentant légitime de la minorité turque d'Allemagne et, plus généralement, d'Europe. Cette reconnaissance pouvant, en retour, accroître davantage l'influence de l'organisation sur la communauté, puisqu'il s'agit en fin de compte d'un mode de fonctionnement clientéliste.

Pour son image publique, *Milli Görüs* recommande à la communauté qu'elle se propose d'encadrer: d'acquérir la double nationalité; d'entamer des études supérieures (les garçons, comme les filles); de devenir indépendant et d'entreprendre des affaires; de se syndiquer (de préférence dans les centrales sociales-chrétiennes); d'adhérer aux associations autochtones de défense des immigrés et de lutte contre le racisme; de dialoguer avec les membres d'autres religions; et de coopérer avec les pouvoirs publics autochtones. Mais, en réalité, ces recommandations ne sont pas entièrement suivies par la base. Là où elle existe, la coopération de la clientèle de *Milli Görüs* avec le monde environnant se fait encore le plus souvent à travers l'organisation.

⁴³ *Cumhuriyet*, 30.4.1994, Istanbul.

7. Solidarités islamiques en devenir

L'émigration semble être un lieu de politisation et d'accès à la citoyenneté pour toutes les composantes de la population originaire de Turquie en Europe. Si elles n'avaient pas quitté leurs villages d'Anatolie, ces personnes n'auraient probablement jamais milité au sein des "maisons-mères" des différentes organisations de l'immigration, qu'elles soient islamistes ou non. C'est pour la première fois que ces paysans devenus migrants contribuent à l'existence de tels mouvements socio-politiques qui répondent, particulièrement dans le cas des organisations musulmanes, à leurs besoins d'autovalorisation et de légitimation. Mais les pères de la première génération, les fils de la seconde génération et les femmes, épouses ou filles, qui adhèrent aux mêmes organisations, ne recherchent pas nécessairement la même légitimation. La contribution à la formation d'une solidarité islamique immigrée, ou la participation aux activités d'une organisation islamiste immigrée, ne prend pas la même signification pour les membres de chacune des trois catégories citées.

A commencer par celles du pôle islamiste, toutes les organisations d'immigrés de Turquie sont d'abord l'oeuvre de la première génération d'hommes qui sont la proie d'une nette perte de statut social. Peu scolarisés, ne parlant pas la langue du pays d'accueil et au plus bas de l'échelle de qualification professionnelle, ils sont souvent assignés au chômage ou accablés par une invalidité professionnelle. Dans le meilleur des cas, ils ont atteint l'âge de la pension. La volonté de respecter scrupuleusement les préceptes islamiques, y compris dans les gestes les plus ordinaires du quotidien, et la ferveur dans l'observance du culte constituent pour la majorité des hommes de la première génération une affirmation identitaire défensive. Ces hommes cherchent à rétablir une autorité perdue sur leur épouse et leurs enfants en se réfugiant dans la valorisation d'appartenances traditionnelles ou confessionnelles offertes par les mosquées. Celles de *Milli Görüs* ou les autres.

D'après les données de *Milli Görüs*, une moitié des membres de l'organisation est en effet formée par des hommes adultes appartenant essentiellement à la première génération d'immigrés. Mais l'autre moitié des membres est composée par les épouses, les fils et les filles de ceux-ci. *Milli Görüs* est l'organisation immigrée qui a probablement le mieux réussi l'intégration en son sein des catégories "jeunes" et "femmes".

Ce sont d'abord des activités sportives et sociales qui attirent les jeunes hommes vers *Milli Görüs*. En effet, la fédération gère des clubs dans différentes disciplines sportives. Les exploits de ses équipes sportifs sont autant de sources de valorisation pour cette jeunesse qui connaît massivement l'échec scolaire, la marginalité sociale et l'exclusion du marché du travail. L'organisation anime également des ateliers théâtraux, des cercles de lecture et des cours de formation professionnelle. Grâce à ces activités, les jeunes membres peuvent se réunir hors de l'enceinte familiale, sans pour autant susciter l'inquiétude des parents. Il arrive en effet que des pères membres de *Milli Görüs* soient réticents à ce

que leurs enfants fréquentent des associations sportives ou socio-culturelles autochtones, qui existent pourtant en grand nombre dans les quartiers immigrés.

Le leadership de *Milli Görüs* présente ses activités pour la jeunesse comme le moyen d'attirer les jeunes vers la religion et la morale islamiques, et comme une alternative à "la rue", aux cafés, aux salles de jeux électroniques, à la drogue et à la délinquance. Rappelant les patronages paroissiaux, les activités concernant les jeunes se déroulent le plus souvent dans les locaux des mosquées. D'ailleurs, ces activités suscitent parfois l'hostilité de vieux membres dérangés par les aspects "profanes" que celles-ci prennent. Mais pour les cadres de *Milli Görüs*, l'action sociale envers la jeunesse demeure une des missions principales de l'organisation.

Au prix d'un contrôle idéologique encore fortement sensible et d'une invitation à la pratique du culte, *Milli Görüs* offre une socialisation valorisante à des jeunes, qui n'ont de toute façon pas un accès aisé à des structures sociales permettant l'intégration à la société d'accueil (associations, scolarité, emploi,...). Ceux-ci trouvent en *Milli Görüs* un espace où ils peuvent exprimer leurs problèmes ou leurs sentiments entre eux et certainement plus librement qu'à la maison. Dans le cadre de ces activités, il arrive que les jeunes membres rencontrent des jeunes ou des associations de jeunes autochtones. Rencontres qui n'auraient probablement pas eu lieu sans l'intervention de la fédération.

Des femmes, surtout de jeunes femmes, sont aussi intéressées par l'organisation. Grâce à la légitimité conférée par la participation aux activités de *Milli Görüs*, elles accèdent, souvent pour la première fois, à une vie publique et à une liberté de mouvement considérable pour le milieu traditionnel d'où elles proviennent. Les brus apprécient particulièrement la possibilité qu'offre ce militantisme d'échapper au contrôle de leurs belles-mères. Les étudiantes cherchent à faire valoir auprès de leurs parents leurs activités militantes en vue de retarder un mariage éventuel, afin de pouvoir terminer leurs études.

Les branches féminines proposent avant tout un cadre de référence religieux s'adressant aux besoins concrets de futures ou de jeunes épouses et ménagères. Cependant, les groupes de femmes de *Milli Görüs* sont aussi le lieu d'échanges, formels et informels, de savoirs et d'expériences entre des personnes vivant dans la même situation sociale et faisant face aux mêmes problèmes. Etant donné le niveau de scolarité particulièrement bas de la majorité des femmes qui fréquente *Milli Görüs*, le travail de conscientisation réalisé grâce aux possibilités offertes par l'organisation ne manque pas d'intérêt. Il s'effectue dans des domaines tels la consommation, l'hygiène ménagère, l'entretien et l'éducation d'enfants en bas âge, la sexualité et la contraception. L'existence d'un lieu de rencontre comme les branches féminines de *Milli Görüs* délivre beaucoup de participantes de l'isolement et de la solitude. *Milli Görüs* permet l'accès à une information sociale et sanitaire qui n'aurait peut-être pas été écoutée par ce public féminin si elle émanait d'institutions autochtones, certes professionnelles, mais non musulmanes par définition.

Les branches féminines de l'organisation conseilleraient l'installation de jeunes couples en familles nucléaires. Contrairement à la tradition, elles enseigneraient aux femmes qu'elles ne sont pas obligées d'habiter avec, ni de servir leurs beaux-parents. Les groupes de femmes de l'organisation encouragent la recherche d'une esthétique vestimentaire pour autant que celle-ci respecte les normes islamiques. Dans le cadre de ses activités féminines, *Milli Görüs* donne également l'occasion à ses adhérentes de rencontrer des groupes de femmes occidentales. L'organisation incite les femmes à être plus actives en son sein. Le militantisme féminin commence à réclamer des hommes un plus grand respect des préceptes islamiques, qui sont à l'avantage des femmes, et l'abandon de pratiques et de mentalités traditionnelles machistes, qui ne sont pas justifiées par la religion. Il va sans dire, ces faits ne plaisent pas à tous les hommes de la fédération qui parlent de "féminisme sous le foulard". La direction de *Milli Görüs* doit fréquemment réclamer le soutien des hommes pour le développement des activités féminines de l'organisation, qui rapportent, rappelons-le, d'appréciables sommes en termes de dons de la part d'adhérentes.

Des organisations turques, telles l'Union des Mosquées et Communautés islamiques, les Süleymanci ou les deux mouvements nationalistes mentionnés plus haut, qui n'ont pas su moderniser leur fonctionnement et déradicaliser sensiblement leur discours, stagnent depuis le début des années '90. Mais l'audience de *Milli Görüs* poursuivra probablement sa croissance dans les prochaines années. L'organisation est actuellement capable de satisfaire les demandes d'identification, de valorisation ou de légitimation des différentes catégories d'immigrés, pour qui l'appartenance à l'islam est primordiale. Mais aux prises avec les réalités quotidiennes de leur situation, ces différentes catégories d'immigrés utilisent l'organisation pour bien d'autres buts que la simple dévotion. Les institutions des sociétés d'accueil ou les autres organisations turques, d'essence laïque ou islamique, ne parviennent pas, pour l'heure, à offrir de telles réponses.

Parmi ces catégories, les étudiants, les jeunes et les femmes pèseront de plus en plus sur l'évolution de *Milli Görüs*. Quelles seront les conséquences de la disparition progressive des hommes de la première génération et de la montée de nouvelles générations, garçons comme filles, nées et scolarisées en Europe? Si la prise du pouvoir par les jeunes accentue le caractère germanique de la direction, comment réagiront les membres issus des pays non germanophones, périphériques pour l'organisation? Quelle influence aura sur l'organisation et sa clientèle les transformations observées actuellement au Parti de la Prospérité, qui une fois devenu parti de gouvernement, doit faire preuve de *Realpolitik*? Pour l'instant, nous n'avons pas de réponses à ces questions. Mais *Milli Görüs* est capable de manifester une souplesse organisationnelle et un pragmatisme idéologique que ses détracteurs négligent souvent de prendre en considération.

Malgré les aspects peu démocratiques, voire occultes, de son fonctionnement, le discours de l'organisation commence à faire preuve d'un certain humanisme. Aujourd'hui, *Milli Görüs* assume une fonction de locomotive pour la "société civile" de la diaspora turque en Europe. Consciente de sa

situation prédominante, la fédération cherche à démontrer sa tolérance. Elle effectue depuis peu une timide ouverture vers des associations alévis et a organisé, en 1995, deux cérémonies commémoratives en l'honneur de Bediüzzaman Said-i Nursî et de Süleyman Hilmi Tunahan. D'autres organisations pourraient tenter de l'imiter dans son action afin de partager son succès. L'évolution future de l'organisation ne manquera en tout cas pas d'influencer les réseaux de solidarité islamique concurrents.

Pour la clientèle de *Milli Görüs*, l'exercice de la solidarité islamique n'est pas nécessairement dictée par la tradition. Au contraire, le militantisme ou la participation aux activités de *Milli Görüs* épousent souvent, comme nous l'avons souligné, une rationalité propre à chacune des catégories de membres. Le caractère islamique des activités confère une légitimité encore nécessaire à la réalisation de celles-ci, mais le but est déjà ailleurs.

D'origine rurale, la base de l'organisation n'avait auparavant jamais adhéré à un mouvement socio-politique que l'on doit qualifier de moderne. C'est la première fois que le membre de *Milli Görüs* se trouve dans une position d'acteur social ou de militant. Plutôt que suggérée par la tradition, la constitution d'une organisation telle que *Milli Görüs* paraît avant tout être une preuve de l'accès progressif de cette population immigrée à la modernité. L'exercice de la solidarité islamique dans un cadre moderne, qui est dans notre cas l'immigration turque en Europe, suscite nécessairement des pratiques sociales nouvelles. Ces pratiques inédites seraient-elles, plus qu'une autonomisation hypothétique des Turcs d'Europe par rapport à leur pays d'origine, les signes avant-coureurs de leur progressive sécularisation? Un slogan de *Milli Görüs* déclare: "celui qui n'aime pas le peuple, ne peut aimer Dieu"⁴⁴. De la part d'une organisation que nous qualifions encore d'*islamiste*, nous nous serions plutôt attendus à la formulation inverse.

⁴⁴ "Halki sevmeyen Hakki sevemez".